

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1084<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mardi 19 décembre 1961,  
à 20 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages	Pages
Déclaration du Président . . . . .	1199	Programmes de coopération technique des Nations Unies:
Points 12, 28, 29 et 30 de l'ordre du jour:		a) Rapport du Conseil économique et social;
Rapport du Conseil économique et social (chap. II, IV; V, sect. II à V; VI, par. 489; et VIII, par. 650 et 651)		b) Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et des institutions apparentées;
Développement économique des pays sous-développés:		c) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique
a) Développement industriel et action des organes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;		Assistance aux nouveaux États indépendants: rapport du Conseil économique et social
b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;		Rapport de la Deuxième Commission . . . .
c) Accélération du courant de capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;		Point 84 de l'ordre du jour:
d) Réforme agraire: rapport intérimaire du Secrétaire général		Accroissement démographique et développement économique
Questions relatives au commerce international et aux produits de base:		Rapport de la Deuxième Commission . . . .
a) Renforcement et développement du marché mondial et amélioration des conditions d'échange pour les pays économiquement peu développés: rapport du Conseil économique et social;		Point 87 de l'ordre du jour:
b) Amélioration des termes de l'échange entre les pays industriels et les pays sous-développés: rapport du Conseil économique et social		Souveraineté permanente sur les ressources naturelles
Questions relatives à la science et à la technique:		Rapports de la Deuxième Commission et de la Cinquième Commission . . . . .
a) Développement de la coopération scientifique et technique et des échanges d'expérience: rapport du Secrétaire général;		Point 12 de l'ordre du jour:
b) Tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques: rapport du Conseil économique et social		Rapport du Conseil économique et social (chap. Ier, VIII [sauf par. 648, 650 et 651] et IX) . . . . .
Rapport de la Deuxième Commission et rapports de la Cinquième Commission . . . .	1199	Point 83 de l'ordre du jour:
Points 22, 28, 31, 32 et 33 de l'ordre du jour:		Question du Tibet . . . . .
Assistance à l'Afrique:		
b) Développement économique de l'Afrique;		
c) Développement de l'éducation en Afrique		
Développement économique des pays sous-développés:		
e) Fourniture, par l'entremise des organismes des Nations Unies, d'excédents de produits alimentaires aux peuples qui manquent de ces produits		
Situation et opérations du Fonds spécial		

**Président:** M. Mongi SLIM (Tunisie).

### Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT: J'attire l'attention de l'Assemblée sur le point 83 de l'ordre du jour intitulé "Question du Tibet". Afin de faciliter les travaux de l'Assemblée, je serais reconnaissant aux représentants qui désirent prendre la parole sur cette question de se faire inscrire avant que nous n'en commençons l'examen. S'il n'y a pas d'objection, je pourrai déclarer close la liste des orateurs sur le point 83 au moment où nous en aborderons la discussion, à la fin de la séance.

Il en est ainsi décidé.

### POINTS 12, 28, 29 ET 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. II, IV; V, sect. II à V; VI, par. 489; et VIII, par. 650 et 651)

Développement économique des pays sous-développés:

a) Développement industriel et action des organes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;

- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;
- c) Accélération du courant de capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;
- d) Réforme agraire: rapport intérimaire du Secrétaire général

Questions relatives au commerce international et aux produits de base:

- a) Renforcement et développement du marché mondial et amélioration des conditions d'échange pour les pays économiquement peu développés: rapport du Conseil économique et social;
- b) Amélioration des termes de l'échange entre les pays industriels et les pays sous-développés: rapport du Conseil économique et social

Questions relatives à la science et à la technique:

- a) Développement de la coopération scientifique et technique et des échanges d'expérience: rapport du Secrétaire général;
- b) Tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques: rapport du Conseil économique et social

RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION (A/5056)  
ET RAPPORTS DE LA CINQUIEME COMMISSION  
(A/5008 ET 5057)

## POINTS 22, 28, 31, 32 ET 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance à l'Afrique:

- b) Développement économique de l'Afrique;
- c) Développement de l'éducation en Afrique

Développement économique des pays sous-développés:

- e) Fourniture, par l'entremise des organismes des Nations Unies, d'excédents de produits alimentaires aux peuples qui manquent de ces produits

Situation et opérations du Fonds spécial

Programmes de coopération technique des Nations Unies:

- a) Rapport du Conseil économique et social;
- b) Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et des institutions apparentées;
- c) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique

Assistance aux nouveaux Etats indépendants: rapport du Conseil économique et social

RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION (A/5058)

## POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Accroissement démographique et développement économique

RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION (A/5059)

## POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles

RAPPORTS DE LA DEUXIEME COMMISSION (A/5060)  
ET DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/5061)

*M. Monteiro (Brésil), rapporteur de la Deuxième Commission, présente les rapports de cette commission.*

*Conformément à l'article 68 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter les rapports de la Deuxième Commission.*

2. Le PRESIDENT: Nous allons procéder successivement au vote sur les projets de résolution I à VIII que la Deuxième Commission nous recommande d'adopter et qui figurent dans son rapport [A/5056] sur les points 12, 28, 29 et 30 de l'ordre du jour.

3. En ce qui concerne le projet de résolution II, l'Assemblée est saisie d'un amendement présenté par la Colombie, le Libéria, la Mauritanie, le Panama, les Philippines et la Thaïlande [A/L.379] que je mettrai aux voix avant le projet de résolution II.

4. Je mets maintenant aux voix le projet de résolution I.

*Par 73 voix contre 3, avec 9 abstentions, le projet de résolution I est adopté.*

5. Le PRESIDENT: Avant de passer au vote sur l'amendement [A/L.379] au projet de résolution II, je donne la parole aux représentants qui ont demandé à expliquer leur vote.

6. M. BRILLANTES (Philippines) [traduit de l'anglais]: On s'en souvient, la Deuxième Commission a adopté à l'unanimité le texte du projet de résolution II qui figure dans son rapport [A/5056], à l'exception du paragraphe 6 sur lequel les voix ont été partagées. Depuis, de nombreuses délégations se sont consultées pour mettre au point, pour ce paragraphe, un texte de compromis qui puisse recueillir l'approbation générale. Aussi ai-je l'honneur de présenter à l'Assemblée, au nom des délégations de la Colombie, du Libéria, de la Mauritanie, du Panama, des Philippines et de la Thaïlande, un amendement [A/L.379] par lequel nous avons cherché à simplifier le texte actuel du paragraphe 6 en le décomposant en deux paragraphes distincts qui deviendraient les paragraphes 6 et 7. Ce texte nous paraît clair et simple et surtout il constitue une solution de compromis qui a pu être élaborée grâce à la compréhension amicale dont ont fait preuve de nombreuses délégations. Nous espérons donc que l'Assemblée pourra l'approuver et adopter ainsi à l'unanimité l'ensemble du projet de résolution qui lui est soumis.

7. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Nous avons déjà eu l'occasion d'exposer à la Deuxième Commission la position du Gouvernement des Etats-Unis au sujet de l'organisation éventuelle d'une conférence internationale sur les problèmes du commerce international. Notre position n'a pas varié. Rappelons cependant que les auteurs de l'amendement qui est devenu le paragraphe 6 ont précisé après le vote qu'à leur avis le texte adopté ne préjugait en rien la décision d'organiser une conférence internationale. Le débat restait ouvert. Nous sommes maintenant saisis de l'amendement des six puissances [A/L.379]. A notre avis, ce texte évite encore plus nettement de préjuger la question. Nous sommes donc prêts à l'appuyer et, s'il est

adopté, nous voterons en faveur de l'ensemble du projet de résolution.

8. Le **PRESIDENT**: J'invite l'Assemblée à se prononcer sur l'amendement [A/L.379] au projet de résolution II. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Mongolie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour*: Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Léopoldville), Costa Rica, Chypre, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Grèce, Islande, Inde, Iran, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Laos, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mexique.

*Votent contre*: Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Albanie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie.

*S'abstiennent*: Népal, Pakistan, Arabie Saoudite, Somalie, Syrie, République arabe unie, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Brésil, Ceylan, Ghana, Guinée, Indonésie, Irak, Jordanie, Liban, Mali.

*Par 59 voix contre 11, avec 18 abstentions, l'amendement est adopté.*

9. Le **PRESIDENT**: Je mets aux voix le projet de résolution II, tel qu'il a été amendé.

*Par 89 voix contre zéro, le projet de résolution II, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

10. Le **PRESIDENT**: Je passe maintenant au projet de résolution III. Je rappelle que l'Assemblée est saisie pour information du rapport de la Cinquième Commission [A/5008] sur les incidences financières de ce projet de résolution.

11. La Deuxième Commission a adopté le projet de résolution III à l'unanimité. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale l'adopte elle aussi à l'unanimité.

*A l'unanimité, le projet de résolution III est adopté.*

12. Le **PRESIDENT**: J'en arrive au projet de résolution IV intitulé "Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales". Les aspects administratifs et financiers de cette question ont fait l'objet d'un rapport séparé de la Cinquième Commission [A/5073] au titre du point 61.

13. J'invite l'Assemblée à se prononcer sur le projet de résolution IV que la Deuxième Commission a adopté à l'unanimité. En l'absence d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale l'adopte également à l'unanimité.

*A l'unanimité, le projet de résolution IV est adopté.*

14. Le **PRESIDENT**: J'invite l'Assemblée à se prononcer sur le projet de résolution V qui a été adopté

à l'unanimité par la Deuxième Commission. En l'absence d'objection, je le considérerai comme étant également adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale.

*A l'unanimité, le projet de résolution V est adopté.*

15. Le **PRESIDENT**: Je passe au projet de résolution VI. La délégation tchécoslovaque a demandé un vote séparé sur le paragraphe I de ce projet. Je mets aux voix le paragraphe I du projet de résolution VI. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Pologne, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour*: Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Léopoldville), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mexique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines.

*Votent contre*: néant.

*S'abstiennent*: Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie, Irlande, Mongolie.

*Par 72 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le paragraphe I est adopté.*

16. Le **PRESIDENT**: Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de résolution VI.

*Par 82 voix contre zéro, le projet de résolution VI est adopté.*

17. Le **PRESIDENT**: Je mets aux voix le projet de résolution VII que la Deuxième Commission a adopté à l'unanimité. En l'absence d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale, elle aussi, adopte ce projet à l'unanimité.

*A l'unanimité, le projet de résolution VII est adopté.*

18. Le **PRESIDENT**: Nous arrivons au projet de résolution VIII. Je rappelle que l'Assemblée est saisie pour information d'un rapport de la Cinquième Commission [A/5057] sur les incidences financières de ce projet. Je mets aux voix le projet de résolution VIII.

*Par 84 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le projet de résolution VIII est adopté.*

19. Le **PRESIDENT**: Je donne la parole aux représentants qui ont demandé à expliquer leur vote.

20. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: La délégation des Etats-Unis tient à dire combien elle est satisfaite d'avoir vu adopter à l'unanimité la résolution V qui proclame la Décennie des Nations Unies pour le développement en tant

que période de collaboration économique accrue de tous les Etats Membres en faveur des peuples qui vivent dans les pays peu développés. Nous sommes vraiment très heureux que la proposition du président Kennedy ait abouti à cette très importante décision de l'Assemblée. Nous apprécions également à leur juste valeur les nombreuses propositions qui ont été faites par différents représentants, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie notamment, qui ont contribué à permettre que ce texte soit adopté dans un véritable esprit de collaboration. Nous voudrions maintenant faire quelques observations sur l'alinéa b du paragraphe 2 de cette résolution.

21. Il va sans dire que, pour le Gouvernement des Etats-Unis, les pays en voie de développement — et même tous les pays — ont droit à une part équitable des recettes provenant de l'extraction et de la commercialisation de leurs ressources naturelles au moyen de capitaux étrangers. Quant à savoir ce qui, dans chaque cas d'espèce, est équitable, il n'est guère possible de fixer des règles générales. Disons simplement que pour être équitable on doit tenir compte de tous les éléments importants, y compris du facteur "risque", qui doit être dûment pris en considération lorsqu'on cherche à déterminer ce que représente un bénéfice raisonnable. En votant pour cet alinéa, le Gouvernement des Etats-Unis n'entend nullement assumer l'obligation de s'entremettre dans les relations contractuelles entre les compagnies privées américaines et les gouvernements. Il peut arriver parfois que le Gouvernement des Etats-Unis soit en mesure de prêter ses bons offices ou qu'il accepte d'appuyer les revendications de ses ressortissants dans le domaine du droit international, mais cette résolution ne crée pas au Gouvernement des Etats-Unis l'obligation de s'occuper des contrats et des investissements de ses ressortissants à l'étranger.

22. Nous tenons également à appeler l'attention des membres de l'Assemblée sur les alinéas c et d du paragraphe 2 du dispositif de la résolution V. L'application d'une politique qui ait pour effet d'accroître le courant de capitaux vers les pays en voie de développement exige que l'investisseur et le pays bénéficiaire sachent également faire preuve de réalisme et d'équité. Ce que nous désirons tous, c'est que les ressources mondiales soient mises en valeur au profit de tous. Tel est avant tout le but de la Décennie des Nations Unies pour le développement, définie dans cette résolution que mon gouvernement appuie sans réserve.

23. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La délégation de l'Union soviétique voudrait expliquer les motifs pour lesquels elle s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution VI [A/5056, annexe] sur l'accélération du courant des capitaux vers les pays en voie de développement.

24. Nous sommes opposés à ce que le volume de l'assistance offerte aux pays en voie de développement, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et en dehors de l'Organisation, soit conditionné par une sorte de pourcentage, autrement dit par une limitation obligatoire, ce qui porterait atteinte, en quelque sorte, au principe de la participation librement consentie aux programmes d'assistance.

25. Nous estimons également qu'on ne doit pas placer tous les pays au même niveau en matière d'assistance aux pays en voie de développement. Nous

sommes profondément convaincus que les pays coloniaux ont l'obligation de rembourser aux pays en voie de développement une partie au moins des richesses qu'ils ont retirées de l'exploitation des ressources naturelles et humaines de ces pays.

26. C'est ainsi que nous comprenons l'appel figurant dans le présent projet de résolution et demandant qu'on intensifie l'assistance aux pays en voie de développement.

27. Notre vote positif sur l'ensemble du projet de résolution ne signifie pas que nous acceptons des obligations financières supplémentaires quelconques. L'Union soviétique a prêté assistance par le passé et continuera de prêter une assistance économique, librement consentie, aux pays en voie de développement économique.

28. Sir Patrick DEAN (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: A la Deuxième Commission, ma délégation n'avait pas voté en faveur du paragraphe 5 du projet de résolution VII que l'Assemblée vient d'adopter et notre représentant avait alors expliqué pourquoi. Nous estimons en effet que l'expansion de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel doit être actuellement réalisée par l'intermédiaire des institutions récemment créées par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social.

29. Mais l'ensemble de la résolution porte sur un sujet d'une importance capitale pour tous les pays en voie de développement. Tout le monde reconnaît qu'une industrialisation rationnelle constitue une étape essentielle du développement économique. Le Royaume-Uni a fait beaucoup pour aider les pays en voie de développement à s'industrialiser et il continuera à les y aider. Nous avons donc voté en faveur de cette résolution et nous sommes heureux que l'Assemblée l'ait adoptée à l'unanimité.

30. M. VIAUD (France): Ma délégation a voté pour l'adoption du projet de résolution VII concernant l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. En agissant ainsi, ma délégation avait cependant présente à l'esprit une considération, qu'elle souhaite exprimer ici même, au sujet du paragraphe 5 de ce projet de résolution. Si nous nous sommes ralliés au texte de ce paragraphe 5, c'est précisément parce qu'il laisse au Conseil économique et social la possibilité d'examiner les diverses solutions qui pourront être recommandées en vue d'étendre l'action des Nations Unies dans ce domaine. Nous considérons en effet, aussi longtemps que le Conseil économique et social ne se sera pas prononcé et n'aura pas fait une étude approfondie de la question, que la création d'une institution spécialisée n'est pas nécessairement la meilleure solution et que, peut-être, le Conseil économique et social lui-même sera conduit à envisager la création éventuelle de "tout autre organisme approprié", pour reprendre les termes du paragraphe 5 du projet de résolution.

31. C'est dans cet esprit que nous avons joint notre voix à celles des délégations qui ont approuvé ce projet.

32. Ma délégation, en revanche, s'est abstenue au moment du vote du projet de résolution VIII sur le rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays sous-développés. Si nous nous sommes abstenus sur ce projet, c'est principalement parce qu'il traite d'un sujet éminemment technique

et que ce sujet a été débattu sans examen préalable par l'organe le plus qualifié de l'Organisation, c'est-à-dire le Conseil économique et social. Nous estimons, en effet, qu'il n'est pas de l'intérêt de l'Assemblée générale d'aborder d'emblée, directement, sans aucune préparation, des sujets pour lesquels nous avons précisément à notre disposition un organisme technique compétent, le Conseil économique et social. Et nous avons été conduits à nous abstenir parce que nous avons craint qu'en nous ralliant à ce projet de résolution nous n'allions, peut-être, à l'encontre d'engagements internationaux souscrits par ailleurs par le Gouvernement français. C'est la principale raison de notre abstention sur cette résolution.

33. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée est saisie du rapport de la Deuxième Commission [A/5058] sur les points 22, b et c, 28, e, 31, 32 et 33 de l'ordre du jour. Je désirerais appeler l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 8 de ce rapport aux termes duquel la Deuxième Commission recommande de renvoyer à la dix-septième session l'examen du point 32, b, intitulé "Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et des institutions apparentées".

34. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale adopte cette recommandation de la Deuxième Commission.

*Il en est ainsi décidé.*

35. Le **PRESIDENT**: Je donne la parole aux orateurs qui désirent expliquer leur vote sur l'un des cinq projets de résolution recommandés par la Deuxième Commission.

36. **M. FIGUERERO ANTEQUEDA** (Argentine) [traduit de l'espagnol]: La délégation argentine appuiera le projet de résolution I [A/5058] que la Deuxième Commission a recommandé à l'Assemblée d'adopter, parce qu'il reste bien dans les limites de la résolution approuvée à juste titre par la Conférence de la FAO à Rome. Ce projet a toutefois été modifié et les négociations longues et difficiles qui ont précédé son adoption par la Deuxième Commission prouvent bien que, tout comme la résolution de la FAO, il doit être considéré comme le résultat d'un difficile compromis, auquel ma délégation souscrit d'ailleurs.

37. La République Argentine n'a jamais eu de difficulté à approuver un programme expérimental qui montrera les avantages ou inconvénients de l'utilisation des excédents alimentaires pour améliorer les régimes alimentaires déficients de certains pays sous-développés, dans un cadre multilatéral. Ma délégation continue à avoir des doutes sérieux quant aux avantages d'un tel programme, mais elle accepte que l'on procède à une expérience limitée, car elle y voit le meilleur moyen de circonscrire le problème et de reconnaître sa véritable portée.

38. Ce programme expérimental ne doit pas, à notre avis, faire obstacle à la mise en œuvre des autres solutions déjà esquissées dans le domaine commercial. Ma délégation estime satisfaisante la rédaction finale du préambule qui indique sans doute possible que la solution définitive des problèmes de malnutrition doit être trouvée ailleurs que dans l'utilisation des excédents alimentaires, qui ne constitue qu'une solution transitoire.

39. Ma délégation considère — et personne n'a d'ailleurs exprimé d'opinion contraire — que le para-

graphe 5 du dispositif, sous sa forme actuelle, ne restreint en rien le rôle dévolu au Comité intergouvernemental ONU/FAO et qu'il ne doit donc pas être interprété comme conférant aux fonctionnaires ou aux organes de l'ONU ou de la FAO les pouvoirs confiés par cette résolution au Comité intergouvernemental.

40. Pour la délégation argentine, dans la mesure où cette résolution reprend la résolution de la FAO, y compris les questions de procédure, elle ne fixe pas d'ordre de priorité entre les différents types de programmes, et les programmes de développement économique et social ne sont pas nécessairement plus importants que ceux qui sont appliqués, par exemple, aux cas d'urgence.

41. Enfin, en votant en faveur des paragraphes 16 et 17 du dispositif, la délégation argentine n'entend nullement s'engager en ce qui concerne de futurs programmes alimentaires multilatéraux, ni se prononcer quant à l'opportunité de mettre en œuvre un programme de cette nature ou d'élargir la portée ou le financement du programme expérimental actuel.

42. Compte tenu de ces réserves, la délégation argentine votera en faveur du projet de résolution recommandé par la Commission.

43. **M. AYARI** (Tunisie): Je voudrais tout d'abord m'excuser par avance de l'explication de vote relativement longue que ma délégation voudrait faire au sujet des projets de résolution IV et V contenus dans le rapport de la Deuxième Commission [A/5058] et qui sont intitulés "Développement de l'éducation en Afrique" et "Développement économique de l'Afrique". J'avancerai pour cela une raison que je crois bonne. En effet, c'est la première fois que l'Assemblée générale des Nations Unies est appelée à se prononcer sur une résolution concernant le développement économique et social de l'Afrique.

44. Placés dans le contexte d'une révision fondamentale de l'action des Nations Unies, dans le domaine du développement, d'une prise de conscience particulièrement aiguë de l'urgence et de l'amplitude des besoins des pays africains, ces deux projets de résolution engagent l'Organisation internationale dans une sorte de pari contre le fatalisme du sous-développement en Afrique et ailleurs. Les actions concrètes que nous avons inscrites dans ce projet sont nombreuses; elles méritent une explication, fût-elle rapide; je le ferai, avec votre permission, sans abuser de votre indulgence.

45. Dans son ouvrage intitulé Regards sur le monde actuel, l'auteur français Paul Valéry écrivait cette phrase: "L'idée du passé ne prend un sens et ne constitue une valeur que pour l'homme qui se trouve en soi-même une passion de l'avenir."

46. Dans son mouvement généralisé de libération de l'ère coloniale, dans l'affirmation de sa propre personnalité, dans sa recherche des moyens nécessaires à sa croissance et à son bien-être économiques, l'Afrique exprime avec force sa foi et sa passion pour l'avenir, un avenir que nous devons tous construire avec le reste du monde dans la paix, le respect de la souveraineté et la coopération.

47. Une telle œuvre exige sans doute que nous gardions tous en nous-mêmes un fonds d'idéalisme et d'optimisme, sans lequel notre action ne pourrait jamais s'affranchir des hypothèques que font peser sur elle nos divisions, nos désaccords, nos quiproquos, qu'aggravent chaque jour la course aux armements,



l'anachronisme des régimes coloniaux et le conflit permanent de deux systèmes qui ne sont pas encore arrivés à réaliser leur coexistence pacifique.

48. L'économiste est amené d'une façon permanente à considérer la courte période comme un moment nécessaire, peut-être, mais temporaire, de son analyse et de sa construction.

49. La promotion de l'expansion et du bien-être économiques dans les régions déshéritées d'Afrique et d'ailleurs est une action continue dans le temps, une œuvre de longue haleine; nous dirons, pour reprendre les mots de Valéry, une passion de l'avenir.

50. Cette œuvre de construction économique à long terme est tout d'abord une prise de conscience nationale avant d'être une question du niveau de l'aide extérieure.

51. Cette responsabilité nationale du développement économique est affirmée dans le troisième considérant du projet de résolution V qui traite du développement économique de l'Afrique. Pour expliquer cela d'une autre manière, nous dirons qu'il faut construire ce que nous appellerons le "contexte interne" de la croissance. Ce contexte interne, il est d'abord constitué d'éléments psychologiques. C'est une conscience et une volonté nationales de lutter contre l'état de sous-développement, contre la misère, contre la faim et la sous-alimentation.

52. Cette prise de conscience ne doit pas s'exprimer seulement par la condamnation du colonialisme comme cause principale de l'appauvrissement et des bas niveaux de vie des nationaux. Elle doit dépasser cet aspect négatif et s'orienter vers un aspect plus positif: la construction même d'une économie nationale.

53. C'est pourquoi ce projet mettait le point sur la mobilisation des ressources nationales au service du développement du pays et la mobilisation de l'épargne nationale sous toutes ses formes, la promotion des institutions et des réformes économiques, financières et sociales adéquates.

54. Par le paragraphe 4, alinéa c, i, du projet de résolution V, la Commission économique pour l'Afrique est priée d'étudier "les mesures voulues pour accroître le volume de l'épargne intérieure dans les pays africains". Cette mobilisation générale des ressources nationales doit nécessairement avoir pour cadre des plans de développement à long terme. Le plan doit être compris comme une discipline d'action, une organisation ou une réorganisation des cadres et des institutions nationales, une appréciation des urgences dans le court terme aussi bien que du progrès économique et social à long terme, une vision claire des objectifs et des moyens de l'économie nationale, la manière la plus efficace d'utiliser à bon escient les ressources disponibles, beaucoup plus que comme une technique abstraite accessible seulement à quelques initiés, ou d'une centralisation du pouvoir général de décision entre les mains de l'Etat.

55. L'importance et la technicité de la matière ont amené la création d'un Centre des projections et de la programmation économiques au Siège du Secrétariat [voir résolution 1708 (XVI)].

56. Dans le même ordre d'idées, par le paragraphe 3, a, du projet de résolution V, le Secrétaire général est prié de prêter son concours à la création, sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique, d'un Institut africain de développement et

de planification économiques, dont l'objet est de fournir "des services consultatifs et formerait du personnel qualifié dans le développement économique, notamment en ce qui concerne les techniques de la planification et du développement économiques".

57. Mais, parce que nous considérons la planification beaucoup plus comme une méthode que comme une technique, il était essentiel d'affirmer l'utilité et la nécessité d'une intégration progressive des plans de développement nationaux, dans le cadre d'ensembles plurinationaux. C'est ce que nous avons affirmé dans le cinquième considérant du projet de résolution sur le développement économique de l'Afrique.

58. Le développement à l'abri des frontières nationales est un facteur de mauvais emploi des ressources naturelles, financières et humaines existantes. La jonction des pôles de croissance au-delà des frontières, l'étude d'une localisation économiquement plus rationnelle des industries en Afrique permettront de reviser, quelquefois dans une large mesure, le prix de revient et le coût des projets industriels dans de nombreux pays d'Afrique. Cette jonction, dont l'étude doit être commencée immédiatement, aussi bien dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique qu'au niveau des organismes nationaux, doit être entreprise au niveau de quelques industries et devra être ensuite de plus en plus élargie. Elle permettra de dégager des ensembles industriels fonctionnels, dont la rentabilité est souvent supérieure à celle des initiatives nationales.

59. Si nous sommes convaincus de l'utilité et de la supériorité d'un tel modèle de développement pour les économies africaines, le danger le plus à craindre dans l'immédiat consiste alors en ce que les investissements industriels nationaux conçus dans le cadre strict de la nation, sans coordination avec des projets conçus par d'autres pays africains, risquent de créer des structures économiques, financières et sociales irréversibles, ou presque, rendant impossible ou très coûteuse toute tentative ultérieure de coordination ou d'intégration avec d'autres plans nationaux ou ensembles sous-régionaux.

60. Les responsables nationaux, aussi bien que les pays fournisseurs d'assistance à l'Afrique sur le plan bilatéral ou régional, ou international, tout autant que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres organismes internationaux de développement, doivent prendre pleinement conscience de ce danger et concevoir leur action économique en conséquence.

61. La création de groupements sous-régionaux en Afrique, sous l'impulsion des ex-métropoles, ne doit pas engendrer des clubs fermés au sein desquels la politique économique, financière et surtout commerciale s'élabore en vase clos, au détriment d'une consultation plus élargie entre pays africains, consultation qui permettra entre autres de réorienter la constitution de groupements sous-régionaux sur la base d'affinités plus économiques que politiques.

62. Il revient aux nations européennes, leaders de ces associations politico-économiques, de concevoir dans un contexte plus large leur responsabilité et leur action d'économie dominante, en étant le moteur même de ce processus d'intégration économique entre pays africains, en encourageant la consultation inter-africaine, en évitant d'associer ou d'intégrer certains d'entre eux à des organismes régionaux extra-

africains, sans une appréciation claire et à long terme des besoins du développement et de l'industrialisation.

63. Je voudrais passer à un autre point, celui de la promotion d'un meilleur commerce international entre l'Afrique et le reste du monde, tel qu'il est inscrit dans notre résolution. Je ne crois pas ici nécessaire d'illustrer à l'aide de statistiques l'amplitude des fluctuations des prix des produits de base africains sur les marchés mondiaux au cours des dernières années, ni de montrer les conséquences sur les niveaux de vie, les programmes de développement, de la diminution constante des recettes du commerce extérieur.

64. Les rapports annuels du Secrétariat sur l'économie mondiale, les rapports des commissions économiques régionales et les études spécifiques nombreuses du Secrétariat sur le commerce sont de bonnes sources d'informations et des raisons d'alarme bien sérieuses.

65. Les travaux de la troisième session de la Commission économique pour l'Afrique, en février dernier, illustrent suffisamment cette préoccupation majeure des pays africains qu'est la promotion d'un meilleur commerce international, c'est-à-dire l'amélioration des termes de l'échange, l'abolition des discriminations tarifaires, la stabilisation des recettes extérieures.

66. A Addis-Abéba, pas moins de quatre résolutions ont eu pour thème le commerce international. C'est à la réaffirmation de ces résolutions et de ce programme d'action dans le domaine des échanges que nous avons consacré le paragraphe 4 de ce projet de résolution.

67. Tout d'abord, nous avons réaffirmé la résolution 25 (III) de la Commission économique pour l'Afrique, à savoir la nécessité de convoquer une réunion de pays africains en vue d'une consultation sur leur politique en matière de commerce international et de l'élaboration "des solutions immédiates et communes touchant l'écoulement des principaux produits de ces pays sur les marchés étrangers".

68. Comme on peut le constater en comparant le paragraphe 1 de la résolution 25 (III) de la Commission économique pour l'Afrique et le paragraphe 4, a, du présent projet, nous avons assigné à cette conférence internationale un objet beaucoup plus large. En effet, il est nécessaire que les pays africains puissent échanger des vues et harmoniser leur politique d'écoulement des "produits agricoles qui les intéressent le plus et au sujet desquels il est le plus urgent de prendre des mesures" — je cite les termes mêmes de la résolution de la Commission économique pour l'Afrique.

69. Mais ce n'est là qu'une préoccupation importante certes, mais à court terme. Toute politique commerciale n'est qu'un aspect des programmes et des plans de développement à long terme. Il devient alors nécessaire d'intégrer la consultation sur les politiques commerciales entre pays africains dans un contexte plus large, celui du développement, et d'élaborer des solutions communes tant au niveau des conditions de production qu'au niveau des problèmes de commercialisation. Une telle conférence n'est pas une réunion d'hommes d'affaires; elle ne doit pas non plus engendrer des accords de cartels entre gros producteurs et gros exportateurs privés. Mais son objet est d'adapter les politiques commerciales aux perspectives du développement économique.

70. J'en ai ainsi terminé avec les points qui nous ont semblé les plus importants dans ce projet de résolution sur le développement économique de l'Afrique.

71. Je voudrais simplement dire que, si nous sommes convenus que cette décennie soit celle du développement, elle doit être conçue comme une philosophie et une action, un ensemble de programmes concrets dont les buts et les moyens doivent être définis.

72. Beaucoup plus qu'une action limitée dans le temps, les pays en voie de développement, surtout les pays d'Afrique, recherchent à travers les institutions internationales, et tout spécialement l'ONU, un cadre permanent, une charte du développement au sein de laquelle ils harmoniseront leur politique nationale et internationale et trouveront les éléments d'une coopération totale et fructueuse.

73. La Commission économique pour l'Afrique doit être l'instrument permanent et efficace pour traduire dans les faits ces généreux programmes de coopération. En renforçant ses cadres, en accroissant ses attributions et ses compétences, dans le cadre de la politique de décentralisation que nous avons acceptée, nous pouvons lui confier en toute confiance le rôle que nous croyons être le sien — celui d'aider les pays d'Afrique à promouvoir une croissance harmonieuse. C'est vers ce but que tend le texte du paragraphe 6 du projet de résolution V.

74. Le PRESIDENT: J'invite l'Assemblée à se prononcer sur les projets de résolution I à V, que la Deuxième Commission nous recommande d'adopter et qui figurent dans son rapport [A/5058]. Je mets d'abord aux voix le projet de résolution I.

*Par 89 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution I est adopté.*

75. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le projet de résolution II.

*Par 89 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution II est adopté.*

76. Le PRESIDENT: Je passe au projet de résolution III. Ce projet a été adopté à l'unanimité par la Deuxième Commission. En l'absence d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale l'adopte elle aussi à l'unanimité.

*A l'unanimité, le projet de résolution III est adopté.*

77. Le PRESIDENT: Le projet de résolution IV a également été adopté à l'unanimité par la Deuxième Commission. S'il n'y a pas d'objection, je le considérerai comme étant adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale.

*A l'unanimité, le projet de résolution IV est adopté.*

78. Le PRESIDENT: Nous en venons au projet de résolution V. La délégation de l'Argentine a demandé un vote séparé sur le neuvième considérant ainsi que sur le paragraphe 1 de ce projet. En conséquence, je mets d'abord aux voix le neuvième considérant du projet de résolution V.

*Par 87 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le neuvième considérant est adopté.*

79. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 1 du projet de résolution V.

*Par 88 voix contre zéro, avec 13 abstentions, le paragraphe 1 est adopté.*

80. Le **PRESIDENT**: Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de résolution V.

*Par 91 voix contre zéro, le projet de résolution V est adopté.*

81. Le **PRESIDENT**: Nous allons passer au point 84 de l'ordre du jour au sujet duquel la Deuxième Commission nous recommande d'adopter le projet de résolution qui figure dans son rapport [A/5059].

82. Je rappelle qu'en raison du manque de temps la Deuxième Commission recommande que la question intitulée "Accroissement démographique et développement économique" soit inscrite à l'ordre du jour provisoire de la prochaine session et renvoyée à cette occasion pour examen à la Deuxième Commission.

83. Je donne la parole au représentant de l'Argentine pour explication de vote sur le projet de résolution qui figure dans le rapport de la Deuxième Commission [A/5059].

84. M. BERNARDO (Argentine) [traduit de l'espagnol]: Le projet de résolution dont la Deuxième Commission recommande l'adoption au sujet de la question intitulée "Accroissement démographique et développement économique" contient des éléments qui ne devraient pas figurer dans une simple résolution de procédure. Le premier alinéa rappelle la résolution 1217 (XII) de l'Assemblée générale et la résolution 820 (XXXI) du Conseil économique et social. La première de ces résolutions, adoptée le 14 décembre 1957, est intitulée "Questions démographiques" et traite des rapports entre les problèmes économiques et les problèmes démographiques. Il n'y est nullement question de l'accroissement démographique. La deuxième de ces résolutions, adoptée le 28 avril 1961, est intitulée "Rapport de la Commission de la population". Elle comprend trois parties dont aucune ne fait allusion à l'accroissement démographique.

85. Il est clair par conséquent que ces résolutions n'ont rien à voir avec la question intitulée "Accroissement démographique et développement économique", tout au moins sous la forme et dans l'esprit proposés par les délégations de la Suède et du Danemark.

86. De l'avis de ma délégation, il serait inopportun de faire figurer dans ce projet de résolution un alinéa rappelant la résolution 1217 (XII) de l'Assemblée générale et la résolution 820 (XXXI) du Conseil économique et social, car on créerait ainsi l'impression fautive qu'il existe dans ces résolutions des Nations Unies des précédents à la proposition présentée par les délégations de la Suède et du Danemark. Il s'agit uniquement ici d'une résolution de procédure et il n'y a donc pas lieu de faire un tel rappel, surtout s'il peut induire en erreur.

87. Ma délégation demande donc au Président de bien vouloir faire procéder à un vote séparé et par appel nominal sur le premier alinéa du projet, et je tiens à préciser que nous voterons contre ce texte.

88. Le deuxième alinéa du projet recommande que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de la Deuxième Commission.

89. C'est à l'Assemblée qu'il appartient de décider, à chaque session, de la répartition des différentes questions inscrites à son ordre du jour et, dans le cas qui nous occupe, ce sera donc à l'Assemblée de statuer à sa prochaine session, sur recommandation du Bureau, conformément aux dispositions des

articles 40, 41, 21 et 99 du règlement intérieur. Nous préférons donc laisser à l'Assemblée toute latitude en la matière.

90. D'autre part, comme l'Assemblée l'a reconnu, cette question dépasse le cadre purement économique et nous ne voudrions pas qu'en recommandant d'ores et déjà de la renvoyer à la commission chargée des questions économiques on suscite des doutes quant à la nature de la question. Un large débat distinct doit avoir lieu à cette occasion, comme ce fut le cas cette année. Nous souhaitons avoir par la suite la possibilité d'exposer en détail notre position sur le fond de la question.

91. Nous demandons donc également un vote séparé et par appel nominal sur les mots "de la Deuxième Commission", au deuxième alinéa, et nous émettrons un vote négatif.

92. Enfin, nous demandons un vote par appel nominal sur l'ensemble du texte, afin que nous puissions faire enregistrer notre vote.

93. Le **PRESIDENT**: Ainsi, la délégation de l'Argentine a soumis une motion de division qu'elle vient d'expliquer. Elle a demandé d'abord un vote séparé sur le préambule du projet de résolution qui figure dans le rapport de la Deuxième Commission [A/5059]; ensuite, un vote séparé sur les mots "de la Deuxième Commission"; enfin, un vote séparé sur le deuxième paragraphe du projet de résolution. Je demande toutefois au représentant de l'Argentine de me dire si c'est bien là l'objet de sa motion.

94. M. BERNARDO (Argentine) [traduit de l'espagnol]: Je me suis sans doute mal exprimé et je vous prie de m'en excuser.

95. J'ai demandé en premier lieu un vote séparé sur l'alinéa du préambule qui commence par les mots "Rappelant sa résolution ...", jusqu'à la fin de l'alinéa.

96. Ensuite, j'ai demandé que les mots "de la Deuxième Commission", au paragraphe du dispositif, si l'on veut l'appeler ainsi, mais c'est en fait le deuxième alinéa du projet de résolution, fassent également l'objet d'un vote séparé.

97. Enfin, j'ai demandé un vote par appel nominal sur l'ensemble du projet.

98. J'ai demandé d'ailleurs que tous ces votes aient lieu par appel nominal.

99. Le **PRESIDENT**: Donc, si j'ai bien compris, la délégation de l'Argentine demande qu'il soit procédé à des votes séparés, par appel nominal, sur le préambule du projet de résolution, ainsi que sur les mots "de la Deuxième Commission" qui figurent dans l'unique paragraphe du projet; après quoi, l'ensemble du projet sera mis aux voix, également par appel nominal.

100. Je crois avoir bien expliqué la motion de l'Argentine. S'il n'y a pas d'objection, je procéderai comme l'a demandé la délégation de l'Argentine.

101. Je mets aux voix en premier lieu le préambule du projet de résolution qui figure dans le rapport de la Deuxième Commission [A/5059]. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la République arabe unie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*



*Votent pour:* République arabe unie, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Colombie, Congo (Léopoldville), Cuba, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Islande, Indonésie, Irak, Japon, Madagascar, Mali, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Suède, Syrie, Togo, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Votent contre:* Uruguay, Argentine, Bolivie, Brésil, Costa Rica, France, Italie, Liban, Luxembourg, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Somalie, Espagne.

*S'abstiennent:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Chypre, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Guatemala, Haïti, Inde, Iran, Irlande, Israël, Jordanie, Laos, Libéria, Libye, Mexique, Népal, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Thaïlande.

*Par 41 voix contre 15, avec 39 abstentions, le préambule du projet de résolution est adopté.*

102. Le PRESIDENT: Je mets maintenant aux voix les mots "de la Deuxième Commission" qui figurent dans l'unique paragraphe du projet de résolution et sont inclus dans l'expression suivante: "inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale". La prochaine Assemblée générale devant avoir le droit souverain de décider à quelles commissions pourront être renvoyés éventuellement les points de son ordre du jour, il s'agit, à mon avis, d'une question importante qui requiert la majorité des deux tiers. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Niger, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Nigéria, Norvège, Pakistan, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Suède, Syrie, Togo, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Australie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan, Congo (Léopoldville), Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Islande, Indonésie, Irak, Japon, Madagascar, Mali, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande.

*Votent contre:* Niger, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Somalie, Espagne, Uruguay, Venezuela, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Dahomey, République Dominicaine, Salvador, France, Irlande, Italie, Liban, Luxembourg.

*S'abstiennent:* Philippines, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Thaïlande, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chine, Equateur, Guatemala, Haïti, Inde, Iran, Israël, Jordanie, Laos, Libéria, Libye, Mexique, Pays-Bas.

*Il y a 47 voix pour, 25 voix contre et 24 abstentions.*

*N'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers, les mots ne sont pas adoptés.*

103. Le PRESIDENT: Nous allons maintenant procéder au vote sur l'ensemble du projet de résolution, à l'exclusion des mots "de la Deuxième Commission" qui n'ont pas été adoptés. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par l'Equateur, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Islande, Indonésie, Irak, Japon, Laos, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mongolie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Australie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Tchad, Colombie, Congo (Léopoldville), Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark.

*Votent contre:* France, Italie, Luxembourg, Niger, Paraguay, Portugal, Somalie, Espagne, Belgique, Costa Rica, Dahomey.

*S'abstiennent:* Equateur, Salvador, Guatemala, Haïti, Inde, Iran, Irlande, Israël, Jordanie, Liban, Libéria, Mexique, Nigéria, Panama, Pérou, Afrique du Sud, Soudan, Uruguay, Venezuela, Argentine, Autriche, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chili, Chine, République Dominicaine.

*Par 57 voix contre 11, avec 29 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

104. Le PRESIDENT: Pour en terminer avec le point 84 de l'ordre du jour, il ne nous reste plus qu'à entendre les représentants de deux délégations qui ont demandé la parole pour des explications de vote. Je leur donne la parole en les priant d'être aussi brefs que possible.

105. M. PATIÑO ROSELLI (Colombie) [traduit de l'espagnol]: Comme elle l'avait déjà fait à la Deuxième Commission, la délégation colombienne a voté en faveur du projet de résolution intitulé "Accroissement démographique et développement économique", parce qu'à son avis ce texte ne se prononce nullement sur le fond de la question, sur lequel notre position est bien connue, et une résolution reste donc de simple procédure. Le seul fait de citer deux résolutions portant sur le développement économique ne peut lui faire perdre ce caractère.

106. De même qu'en votant en faveur du projet de résolution relatif à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles la délégation colombienne n'exprimera aucun avis particulier sur ce sujet; de même le vote favorable que nous avons émis sur le projet de résolution intitulé "Accroissement démographique et développement économique" n'implique aucune prise de position quant au fond; il ne constitue rien de plus que la constatation du fait que cette question, n'ayant pu être traitée à la présente session, devra l'être à la prochaine session.

107. Nous estimons que l'agitation suscitée par ce projet était totalement injustifiée, car il ne s'agissait pas lors du dernier vote de voir s'affronter les anges et les démons, mais de simples points de vue sur des questions de procédure.

108. M. CHAMMAS (Liban) [traduit de l'anglais]: Je serai bref. Quand la Deuxième Commission a examiné le projet de résolution intitulé "Accroissement démographique et développement économique", ma délégation avait demandé que les mots "reçoive la priorité" et le mot "importante", qui figuraient au dispositif, soient mis aux voix séparément. Ces mots ont été supprimés. De l'avis de ma délégation, ils auraient préjugé le fond de la question et enlevé à la résolution son caractère procédural. Une fois ces mots supprimés, ma délégation a été en mesure de s'abstenir sur l'ensemble du projet de résolution, car nous considérons que toute délégation a le droit, à la prochaine session, de demander l'inscription de cette question à l'ordre du jour, conformément à l'alinéa e de l'article 13 du règlement intérieur.

109. Aujourd'hui, le représentant de l'Argentine a demandé un vote séparé sur le préambule. Nous avons voté contre ce préambule, car nous estimons qu'il n'a pas sa place dans une résolution de procédure. Les mots "de la Deuxième Commission" ayant été supprimés, cette résolution me semble être de simple procédure et c'est pourquoi ma délégation s'est abstenue dans le vote.

110. Le PRESIDENT: Nous passons maintenant au point 87 de l'ordre du jour, intitulé "Souveraineté permanente sur les ressources naturelles". A ce sujet, l'Assemblée est saisie du rapport de la Deuxième Commission [A/5060] qui traite de toute la question.

111. Je mets aux voix le projet de résolution que la Deuxième Commission nous recommande d'adopter et qui figure dans son rapport [A/5060].

*Par 85 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

## POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. Ier, VIII [sauf par. 648, 650 et 651] et IX)

112. Le PRESIDENT: Avant de passer au point suivant, j'aimerais attirer l'attention de l'Assemblée sur une question qui a un rapport avec les questions que nous discutons et qui a trait au point 12 de l'ordre du jour. La partie du rapport du Conseil économique et social qui doit être discutée en séance plénière comprend les chapitres Ier et VIII sauf les paragraphes 648, 650, 651 et le chapitre IX.

113. Les membres de l'Assemblée se souviendront que la discussion des chapitres de cette partie du rapport a été inscrite à l'ordre du jour des séances plénières. A ce propos, l'Assemblée est invitée seulement à prendre acte de cette partie du rapport du Conseil économique et social. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée prend acte des chapitres Ier, VIII (sauf les paragraphes 648, 650 et 651) et IX du rapport du Conseil économique et social [A/4820].

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 83 DE L'ORDRE DU JOUR

### Question du Tibet

114. Le PRESIDENT: A l'ouverture de la présente séance, j'ai demandé que les orateurs qui désiraient prendre la parole pour participer à la discussion de ce point veuillent bien s'inscrire avant que nous ne commençons l'examen de cette question. En raison de l'ordre du jour chargé et du peu de temps dont nous disposons, je vais, conformément à l'article 75 du règlement intérieur, donner lecture de la liste des orateurs qui se sont fait inscrire et, s'il n'y a pas d'objection, je déclarerai cette liste close.

115. Les orateurs représentant les pays suivants figurent sur la liste: Fédération de Malaisie, Etats-Unis, Chine, Irlande, Union des Républiques socialistes soviétiques, Thaïlande, Nouvelle-Zélande, Tchécoslovaquie, Albanie et Royaume-Uni.

116. J'ajoute à cette liste le nom du représentant de la Bulgarie qui désire également se faire inscrire. Aucune autre délégation n'ayant demandé à se faire inscrire, je déclare cette liste close.

*Il en est ainsi décidé.*

117. M. KAMIL (Fédération de Malaisie) [traduit de l'anglais]: L'Assemblée générale, on s'en souvient, n'a pu mener à bien tous ses travaux, à sa quinzième session, faute de temps pour examiner un ordre du jour trop chargé. Un certain nombre de questions importantes qui y étaient inscrites n'ont donc pu être étudiées et n'ont donné lieu à aucune décision appropriée. La question du Tibet dont ma délégation, de concert avec la délégation thaïlandaise, avait eu l'honneur de proposer l'inscription à l'ordre du jour de cette session, était du nombre. Puisque ma délégation était l'une de celles qui avaient soumis cette question à l'Assemblée, elle avait estimé devoir faire une déclaration à la dernière séance plénière de cette quinzième session [995ème séance] pour dire le profond regret et la vive déception qu'elle éprouvait en constatant que l'Assemblée n'avait pu accomplir sa tâche dans une question si importante et si urgente. Ma délégation avait également exprimé l'espoir que, si la situation au Tibet demeurait vraiment inquiétante, l'Assemblée générale n'hésiterait pas à en reprendre l'examen à sa session suivante, comme elle l'avait fait en 1959 à sa quatorzième session.

118. Ma délégation ne voit malheureusement rien dans la situation actuelle du Tibet qui nous autorise à conclure que les choses ont évolué dans le sens indiqué par la résolution 1353 (XIV) adoptée à une écrasante majorité lors de la quatorzième session de l'Assemblée. Bien au contraire, les événements qui se sont déroulés au Tibet ces deux dernières années montrent que la situation n'a cessé de s'y détériorer. De nombreux indices prouvent que les violations systématiques des droits fondamentaux du peuple tibétain n'ont pas cessé.

119. C'est précisément pour cela que ma délégation, convaincue que l'Organisation des Nations Unies constitue pour la communauté internationale le seul instrument capable d'améliorer la situation au Tibet, a de nouveau, conjointement avec la délégation thaïlandaise, proposé l'examen de la question du Tibet à la présente session de l'Assemblée générale [A/4848].

120. Nous sommes portés à croire que notre souci du sort et du bien-être du peuple tibétain est, d'une

manière générale, partagé par l'ensemble de l'Assemblée. Le fait qu'une majorité écrasante s'est prononcé en faveur de l'inscription de la question du Tibet à l'ordre du jour, au début de la présente session [1014ème séance], confirme notamment que cette préoccupation nous est commune.

121. Ma délégation est heureuse que l'Assemblée puisse maintenant examiner cette question et cela bien que sa session touche à sa fin et malgré le travail considérable qu'il lui reste à faire. Le manque de temps ne nous permettra peut-être pas d'en discuter longuement. Mais même si ce débat ne peut se prolonger, et si incomplètes que soient nos délibérations, il est tout de même permis d'espérer que le peuple tibétain y verra la preuve que l'Assemblée ne reste pas sourde à ses appels et insensible à ses malheurs, et que cette discussion contribuera donc dans une certaine mesure à lui rendre ses libertés et à le rétablir dans ses droits fondamentaux.

122. Ma délégation n'ignore pas qu'un petit nombre de délégations s'opposent à ce que cette question soit examinée. Cette objection se fonde, semble-t-il, sur différentes raisons. Je ne veux pas passer en revue toutes ces raisons à ce stade de nos débats, car je crois qu'elles ont été analysées en détail lors de la discussion sur l'inscription de la question à l'ordre du jour. Mais un aspect de cette opposition me paraît appeler certaines précisions, ne serait-ce que pour placer ce débat dans sa vraie perspective.

123. On a avancé de certains côtés que la question du Tibet fait partie de la guerre froide et que son examen par l'Assemblée générale vise expressément à empoisonner le climat des relations internationales et à vicier l'atmosphère qui règne ici. On a également émis des doutes sérieux sur les raisons qui ont poussé ma délégation à présenter cette question et sur notre sincérité. On nous a accusés d'aggraver délibérément la guerre froide et, par-dessus tout, d'agir à l'instigation d'autres puissances qui, paraît-il, auraient intérêt à introduire un esprit de guerre froide au sein de l'Assemblée. Ces accusations ne nous sont maintenant que trop familières. Nous n'avons nullement oublié les critiques véhémentes, bien dans le style de la guerre froide, qui ont été adressées aux amis du Tibet, notamment à ceux qui avaient demandé l'inscription de la question à l'ordre du jour, lors du débat sur ce sujet à la quatorzième session, puis pendant la discussion de procédure qui a eu lieu au début de la présente session lorsqu'il s'est agi pour l'Assemblée d'approuver la recommandation du Bureau tendant à inscrire la question à l'ordre du jour. Ironie du sort, ces critiques, qui, en fait, ont malheureusement introduit beaucoup d'aigreur dans un débat qui se voulait calme et constructif, émanaient précisément de ceux-là mêmes qui demandaient avec tant de véhémence que l'amertume de la guerre froide ne vienne pas troubler les travaux de l'Assemblée.

124. Je serais le dernier à prétendre que la question du Tibet ne prête pas à controverse. Mais le simple fait qu'elle prête à controverse et qu'elle risque de gêner certaines délégations n'autorise nullement l'Assemblée à ignorer les événements au Tibet et à rester sourde aux appels du malheureux peuple tibétain.

125. A ses sessions précédentes, tout comme à la présente session, l'Assemblée a examiné plusieurs questions capitales portant sur le colonialisme, l'auto-détermination et le respect des droits de l'homme,

et bien souvent ces discussions ont donné lieu à des vives et parfois aigres polémiques. Mais nul n'a jamais considéré que ces discussions étaient illégitimes et aucune voix ne s'est élevée pour les qualifier de manœuvres de guerre froide, bien que nous n'ignorions pas que ces questions ont, en fait, dans bien des cas, été exploitées par certains groupes à des fins de propagande de guerre froide.

126. Pour sa part, ma délégation a toujours considéré que toutes les questions intéressantes et les libertés et les droits fondamentaux de l'individu sont du ressort des Nations Unies. Membre loyal de l'Organisation, nous approuvons sans réserve la volonté exprimée par les peuples du monde dans la Charte des Nations Unies de proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ainsi que des nations, grandes et petites. Conformément à ce principe, l'une des règles d'or de la politique de mon gouvernement a été d'accorder son appui plein et entier à tous les peuples dépendants qui luttent pour se libérer du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

127. Ma délégation tient à souligner que le droit pour les peuples dépendants d'être libres et de forger leur destinée comme ils l'entendent appartient aux peuples du monde entier, à ceux qui sont soumis au colonialisme traditionnel comme à ceux qui sont victimes sous quelque forme que ce soit de l'oppression d'une autre puissance. J'aimerais répéter ici ce que ma délégation a déjà dit le 25 septembre 1961 [1019ème séance] lors du débat sur l'inscription de cette même question. Quand nous nous élevons contre le colonialisme et les violations des droits de l'homme en Afrique, nous ne le faisons pas simplement parce que les victimes sont des Africains et les oppresseurs les puissances coloniales occidentales, mais essentiellement parce que ce sont des exemples de domination et d'oppression de l'homme par l'homme. Si une telle oppression se produit ailleurs, l'Assemblée a le devoir et l'obligation d'adopter toujours la même attitude, même si cela déplaît à certains pays engagés dans la prétendue guerre froide.

128. La question du Tibet constitue un cas indéniable d'oppression systématique et massive d'un peuple dont le seul crime est de vouloir se défendre et préserver ses droits essentiels et ses libertés fondamentales. Il est donc tout à fait troublant d'entendre dire que la question du Tibet est une question de guerre froide. Il serait vraiment regrettable que la dénonciation d'un crime soit considérée comme une manœuvre de guerre froide parce qu'elle risque d'offenser. Certaines délégations semblent pourtant monopoliser cette expression et essaient d'intimider l'Assemblée et de lui faire croire que toute critique dirigée contre l'un de leurs alliés, si justifiée qu'elle soit, fait partie de la guerre froide. Pour ma délégation, si l'Assemblée se laissait intimider par ce genre de pression et de critique et en venait pour cette raison à passer sous silence des événements tels que ceux qui se sont produits au Tibet, elle se condamnerait elle-même à perdre toute sa valeur de porte-parole de l'opinion publique mondiale et d'organe destiné à sauvegarder et à garantir les droits et la sécurité des faibles contre l'exploitation des forts.

129. Depuis l'occupation du Tibet par les forces armées de la République populaire de Chine en 1950, l'occupation ironiquement présentée par les autorités

chinoises comme une "libération pacifique", le Tibet n'a plus connu la paix, le peuple tibétain n'a plus connu la liberté. Sa religion et sa culture qui, pendant des siècles, en avaient fait un peuple à part, doté d'un caractère et d'une personnalité propres, ont été systématiquement détruites par la force. Ces milliers de Tibétains qui avaient eu le courage de résister aux conquérants pour défendre leur indépendance et leur liberté ont été impitoyablement massacrés. Des milliers d'autres, dont un grand nombre de prêtres bouddhistes, ont été condamnés au travail forcé. D'innocents enfants tibétains ont été séparés de leurs familles et déportés en masse en Chine. Toutes ces mesures font partie d'un vaste plan de la République populaire de Chine, visant à exterminer le peuple tibétain en tant que communauté religieuse possédant une identité culturelle propre et à annexer le Tibet.

130. Face à ce véritable régime de terreur, le peuple tibétain, pourtant traditionnellement pacifique, a pris les armes en 1955 et la rébellion a vite gagné tout le pays. En mars 1959, le soulèvement était devenu une véritable révolte nationale. On estime à 80 000 le nombre de Tibétains qui ont été tués au cours de cette période. En 1959, au plus fort de la rébellion, le chef spirituel et temporel du peuple tibétain, le Dalai-Lama, a été contraint de fuir et de se réfugier chez ses voisins, en Inde, où il vit encore en exil.

131. A la suite de ces événements, la question du Tibet a été soumise en 1959 à la quatorzième session de l'Assemblée générale. L'Assemblée a adopté à une écrasante majorité la résolution 1353 (XIV), dans laquelle elle affirme sa conviction que le respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme est essentiel à l'instauration d'un ordre mondial pacifique fondé sur le règne du droit et elle demande que les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés. Dans la même résolution, l'Assemblée reconnaît également l'autonomie dont le Tibet a traditionnellement joui mais dont il a été privé par la force par la République populaire de Chine. Les événements qui ont eu lieu au Tibet depuis l'adoption de cette résolution en 1959 montrent qu'en dépit de ce vœu de l'Assemblée la situation n'a cessé d'empirer.

132. Depuis 1959, le nombre de réfugiés tibétains a considérablement augmenté. On estime que plus de 42 000 réfugiés ont quitté le Tibet depuis le mois de janvier 1960. Parmi ceux-ci, 15 000 environ sont actuellement au Népal, 3 000 sont au Sikkim, 4 000 au Bhoutan et plus de 20 000 en Inde. Cet exode massif suffit sans doute à prouver de façon éloquente que les Tibétains pouvaient difficilement mener une vie normale dans leur propre pays. Cet exode de réfugiés détruit à coup sûr l'affirmation selon laquelle la rébellion au Tibet n'a pas atteint les masses et s'est limitée à quelques seigneurs féodaux et réactionnaires. En fait, ces réfugiés sont des gens tout à fait simples, beaucoup sont des paysans qui n'ont pu tolérer de vivre sous la domination chinoise.

133. Il ressort des renseignements fournis par ces réfugiés que, malgré l'implacable répression des autorités chinoises, la résistance se poursuit au Tibet. Nombreux sont ceux qui meurent pour cette cause. Certains parviennent à s'enfuir et viennent grossir le flot de ceux qui sont contraints de se réfugier dans les territoires voisins au rythme de 1 500 à 2 000 par mois environ.

134. On a également appris par ces réfugiés que la population tibétaine continue à être victime de mesures de répression. Un nombre croissant de Tibétains de toutes les classes de la société, du simple paysan au moine bouddhiste, sont condamnés au travail forcé et des milliers meurent de faim ou des suites des mauvais traitements qui leur sont infligés. Des réfugiés de différentes régions du pays parlent du nombre croissant d'enfants qui sont arrachés à leurs familles et déportés en Chine pour y être endoctrinés.

135. La Chine poursuit intensément son action de destruction des institutions religieuses. Des milliers de moines ont été éloignés de leurs monastères. Plus de 1 000 de ces monastères ont été détruits et ceux qui restent ont été transformés en casernes ou en logements pour les civils chinois. Les moines de ces monastères ont été jetés dans des camps de travail.

136. Toutes ces mesures font partie des efforts redoublés que déploient les autorités chinoises pour jeter le discrédit sur la religion tibétaine. Des manuscrits religieux rares ou sacrés sont publiquement déchirés et détruits. Les moines qui résistent continuent à être soumis en public à la torture, aux humiliations et aux mauvais traitements. Les autorités chinoises continuent à laisser assassiner des chefs religieux reconnus comme éminents. Les lieux de culte privés sont violés et détruits, et il est interdit à la population de conserver des photographies de S. S. le Dalai-Lama.

137. Le rapport présenté à la Commission internationale de juristes par le Comité juridique d'enquête sur la question du Tibet et publié à Genève en 1960<sup>1/</sup> considère ces mesures antireligieuses comme des actes de génocide visant à détruire le bouddhisme et les bouddhistes au Tibet en tant que groupe religieux. La Commission de juristes comprend des juristes éminents venant de tous les pays du monde. Le Comité juridique d'enquête sur la question du Tibet se composait d'hommes tout aussi éminents et leurs conclusions peuvent difficilement être taxées de partialité.

138. Voici ce qui est dit à la page 13 du rapport du Comité juridique d'enquête, au sujet de ces mesures antireligieuses:

"Il ressort des témoignages recueillis que des personnalités religieuses de premier plan ont été massacrées à titre d'exemple, pour amener les fidèles à abjurer; également, que toute une génération de jeunes Tibétains a été déportée et chassée dans un milieu où les croyances ancestrales ne risquaient pas de les atteindre. Tout cela faisait partie d'une politique générale tendant à liquider une certaine foi religieuse, donc à détruire le groupe constitué par ses fidèles. En bref, des actes constitutifs de génocide ont été commis afin de détruire le bouddhisme au Tibet, le but recherché étant de faire disparaître tous les bouddhistes du pays."

139. Je pourrais continuer à évoquer les innombrables autres exemples de mesures répressives prises à l'encontre du peuple tibétain. Mais il ressort sans aucun doute possible de ce que j'ai déjà dit que la situation qui règne aujourd'hui au Tibet continue à être grave.

<sup>1/</sup> Commission internationale de juristes, *Le Tibet et la République populaire de Chine, rapport présenté à la Commission internationale de juristes par le Comité juridique d'enquête sur la question du Tibet* (Genève, 1960).



140. Ce qui se produit au Tibet constitue un exemple caractérisé d'agression et d'oppression dirigées contre un petit peuple sans défense par un voisin fort et puissant. C'est précisément pour cela, et quand bien même ce serait la seule et unique raison elle devrait nous suffire, que la question du Tibet doit être du nombre des préoccupations légitimes des Nations Unies, pour lesquelles elle constitue en fait un véritable défi. Car n'est-ce pas pour régler des situations comme celle qui nous occupe que l'Organisation a été créée? Ce n'est que lorsque les droits fondamentaux de l'homme et le principe du droit des peuples, grands et petits, à disposer d'eux-mêmes seront vraiment respectés que pourra régner un ordre mondial réellement juste et pacifique.

141. On a dit que la question du Tibet relevait essentiellement de la compétence nationale de la République populaire de Chine et qu'aux termes du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte l'Assemblée générale n'était pas habilitée à intervenir.

142. En mainte occasion et à propos de bien des questions, l'Assemblée s'est estimée habilitée à traiter de problèmes à l'examen desquels d'aucuns s'étaient opposés en arguant de cette compétence nationale. Ma délégation est d'avis que l'Assemblée générale a tout autant le droit et la compétence nécessaires pour s'occuper de la question du Tibet que pour discuter de questions telles que la question algérienne, celle de l'apartheid en Union sud-africaine ou celle du colonialisme portugais en Angola.

143. Quoi qu'il en soit, le peuple tibétain possède un héritage racial et culturel certain, cela a toujours été reconnu, et depuis bien des années, avant l'occupation chinoise en 1950, il jouissait d'une large autonomie. Le rapport présenté à la Commission internationale de juristes par le Comité juridique d'enquête sur la question du Tibet souligne à propos du statut du Tibet qu'en 1951, au moment où fut signé l'Accord "sur les mesures de libération pacifique du Tibet", le statut du Tibet était à tout le moins celui de l'indépendance de facto. Il fait également observer que de 1913 à 1950 le Tibet remplissait les conditions nécessaires pour être reconnu en tant qu'Etat, au sens où on l'entend généralement en droit international.

144. Pour ma délégation, quelles que soient les subtilités juridiques du statut du Tibet, le peuple tibétain a le droit de choisir son mode de vie, tout au moins dans le cadre de l'autonomie dont il a traditionnellement bénéficié et qui lui a été reconnue par la résolution 1353 (XIV) de l'Assemblée. Nous espérons sincèrement que les autorités chinoises ne tarderont plus à reconnaître ce droit fondamental aux Tibétains considérés en tant que peuple et que l'on parviendra à un règlement pacifique qui mette un terme aux effusions de sang, aux tortures et aux mauvais traitements dont sont victimes les Tibétains. Tel est le véritable but du présent débat.

145. On a entendu dire de certains côtés que la question du Tibet n'était plus d'actualité. Je ne vois pas comment on peut soutenir cet argument. Il se peut que pour certaines nations l'émotion initiale causée par le crime perpétré contre le peuple tibétain se soit dissipée, mais cela ne veut pas dire que la question du Tibet soit dépassée. Je l'ai dit, ces crimes continuent et les Tibétains sont toujours privés de leurs libertés essentielles et de leurs droits fondamentaux; tant que cette situation durera, l'Assemblée générale aura le devoir d'y remédier.

146. C'est vers nous que se tourne le peuple tibétain, vers l'Assemblée générale dont il espère la garantie de ses droits et de ses libertés, et il nous demande de prendre les mesures qui s'imposent, conformément à la Charte des Nations Unies. Aux yeux de ma délégation, c'est une raison suffisante pour que l'Assemblée agisse d'urgence de façon à régler la situation au Tibet. Le moins que nous puissions faire à cet égard serait de réaffirmer la résolution 1353 (XIV) et d'inviter les autorités chinoises au Tibet à mettre un terme à toutes les pratiques qui visent à priver les Tibétains de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales, notamment le droit à disposer d'eux-mêmes.

147. Ma délégation est convaincue que ce problème peut être résolu par des moyens pacifiques et elle espère que, sous la pression de l'opinion publique mondiale et grâce aux efforts et aux bons offices des nations du monde entier, la République populaire de Chine saura encore rendre aux Tibétains leurs libertés civiles et religieuses et leur reconnaître le droit de mener une vie conforme à leurs désirs et à leurs traditions.

148. Tels sont les buts du projet de résolution que ma délégation a l'honneur de présenter avec les délégations de l'Irlande, du Salvador et de la Thaïlande [A/L.376]. Nous estimons que c'est le minimum que l'Assemblée puisse faire pour le Tibet. Ce serait d'ailleurs conforme à l'esprit des résolutions que l'Assemblée a adoptées sur l'élimination du colonialisme, par exemple la résolution 1514 (XV). Pour reprendre les termes mêmes de cette résolution, la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales.

149. Le peuple tibétain est depuis longtemps privé par la force de l'exercice des droits fondamentaux de l'homme visés par cette résolution et l'Assemblée ne resterait pas fidèle à ses engagements si elle ne prenait pas, à propos de la question du Tibet, une position analogue à celle qu'elle a adoptée au sujet d'autres problèmes concernant le colonialisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les droits fondamentaux de l'homme.

150. C'est pour toutes ces raisons que ma délégation recommande à l'attention des membres de l'Assemblée le projet de résolution des quatre puissances et qu'elle espère que l'Assemblée, suivant la voix de la sagesse et de sa conscience, l'appuiera sans réserve.

*M. Djermaakoye (Niger), vice-président, prend la présidence.*

151. M. URQUIA (Salvador) [traduit de l'espagnol]: La délégation du Salvador déplore que le surcroît de travail auquel l'Assemblée doit faire face, surtout ces derniers jours, l'empêche de consacrer tout le temps nécessaire à un examen attentif de la question du Tibet, qui est inscrite à son ordre du jour depuis 1959.

152. Quand les puissantes forces militaires du régime de Pékin ont, en 1950, pris l'initiative d'envahir le territoire tibétain et ont essayé d'asservir la population de ce petit pays asiatique, la délégation du Salvador a proposé officiellement d'inscrire à l'ordre du jour de la cinquième session une question intitulée "Invasion du Tibet par des forces étran-



gères". Malheureusement, certaines délégations se sont opposées à cette proposition et ont soutenu qu'il fallait attendre que soit négocié un règlement pacifique de la question.

153. La proposition du Salvador ayant été renvoyée sine die, la question a été classée dans les archives des Nations Unies et le régime communiste chinois a imposé au chef spirituel et temporel du Tibet, le Dalai-Lama, un accord par lequel ledit régime reconnaissait le Tibet comme entité autonome et contractait des obligations précises envers le Dalai-Lama. Cette autonomie et ces obligations n'ont pas été respectées par Pékin. Bien au contraire, la vie du Dalai-Lama a été sérieusement menacée et il a dû abandonner le sol de sa patrie et chercher refuge en Inde. Depuis, la situation au Tibet occupé illégalement par les forces militaires chinoises n'a cessé de s'aggraver.

154. Le but notoire du régime communiste de Pékin était non seulement de conquérir le Tibet, mais de supprimer son système religieux traditionnel. En 1959, l'Assemblée a examiné la question du Tibet et adopté la résolution 1353 (XIV) par laquelle elle "affirme sa conviction que le respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme est essentiel à l'instauration d'un ordre mondial pacifique fondé sur le règne du droit" et elle "demande que les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés".

155. C'est en vain que l'Assemblée générale a adressé cet appel au régime communiste chinois. L'occupation militaire du Tibet par les forces armées communistes s'est poursuivie et à partir de 1959 l'exode des Tibétains vers d'autres pays a augmenté dans des proportions considérables. On estime que depuis le mois de janvier 1960 plus de 42 000 Tibétains ont fui le pays et que 15 000 d'entre eux se trouvent aujourd'hui au Népal, 3 000 au Sikkim, 4 000 au Bhoutan et 20 000 en Inde.

156. Quant aux efforts déployés par les communistes pour détruire les institutions religieuses, nous avons appris que les monastères tibétains les plus importants, qui rassemblaient autrefois 16 500 moines, n'en contenaient plus aujourd'hui que 300, que le régime communiste tolère dans la seule intention de donner aux visiteurs étrangers l'illusion que les institutions religieuses n'ont pas été supprimées. Les monastères plus petits, au nombre d'un millier environ, ont été détruits par les envahisseurs et certains ont été convertis en casernes ou en habitations pour les communistes chinois, les moines étant déportés dans des camps de travail forcé.

157. Dans un beau livre qui fait réfléchir et qui s'intitule *The Silent World in Tibet*, Lowell Thomas Jr., brosse un tableau pathétique de ce qui s'est passé au Tibet depuis 1950. Il y écrit notamment:

"Les Tibétains ont résisté dès le début à l'occupation et ils continuent à résister. La lutte s'est transformée en une guerre sans merci. C'est une guerre étrange, car la victoire ou la défaite ne signifient pas grand-chose. Le temps ne semble pas non plus avoir beaucoup d'importance et, pour autant que l'on puisse juger, la lutte se poursuivra indéfiniment. C'est la résistance à l'oppression qui est à l'origine du conflit. C'est une guerre menée en silence."

Quelques paragraphes plus loin, l'auteur ajoute:

"D'après les combattants de la liberté au Tibet, les envahisseurs essaient de diviser le pays en régions décentralisées, ils veulent avilir le bouddhisme et les bouddhistes et saper la religion; ils ont déporté en Chine des milliers de Tibétains pour les y endoctriner de force et en ont exécuté plusieurs autres milliers; les communistes chinois se conduisent comme des colonialistes, ils se sont installés par millions au Tibet; ils ont institué le travail forcé pour obliger les habitants à construire des routes militaires et au nom du progrès ils ont amené en énormes quantités du matériel militaire et des troupes pour écraser le nationalisme tibétain."

Thomas écrit encore:

"L'aspect le plus important de la cause tibétaine n'est pas tant la résistance farouche du peuple que la nature extraordinaire de cette résistance. La lutte menée contre les agresseurs est bien plus qu'une rébellion. Ceux qui luttent le font sans espoir de remporter une victoire, au sens que les militaires donnent généralement à ce terme. En réalité, ils luttent pour mourir. Ils résistent et ils continueront à résister jusqu'à ce qu'on les tue. Ils meurent parce qu'ils ne peuvent pas mener la vie que les communistes essaient de leur imposer. Quand un combattant tombe, un autre prend sa place. Bien plus, ce conflit étrange et terrible, qui tient à la fois du suicide et de la guerre sainte, continue à s'étendre. La nature de la propagande chinoise au Tibet, qui peut dans une large mesure être qualifiée d'hystérique, montre bien à quel point les communistes chinois ont fait fausse route."

158. Malgré le sort douloureux imposé à son peuple, le Dalai-Lama n'a pas perdu l'espoir de voir le Tibet recouvrer sa liberté dans un avenir assez proche et ses habitants reconquérir le droit de décider eux-mêmes de leur propre destin. Connaissant son peuple, le Dalai-Lama a dit dans une déclaration faite en Inde, son pays d'asile, le 8 octobre, que le système social et politique qui existait depuis des siècles au Tibet avait bien des aspects positifs, qu'au Tibet nul ne connaissait la faim, personne ne manquait de vêtements ou d'un logement satisfaisant et que depuis l'occupation chinoise la "libération" n'a apporté au peuple qu'esclavage et appauvrissement.

159. Un journal bien connu de l'antique capitale indienne de Delhi, *The Thought*, soulignait récemment:

"Il est incontestable que la Chine a commis une agression contre le Tibet. Ce devrait être une raison déterminante pour que les Nations Unies protègent la victime sans défense. Mais les amis du Tibet aux Nations Unies, pensant peut-être rallier ainsi le plus grand nombre de suffrages possible, se sont contentés de demander beaucoup moins. Ils ont simplement proposé qu'on examine la question de savoir si la Chine était ou non coupable de refuser au peuple tibétain l'exercice des droits de l'homme inaliénables et si, par conséquent, elle avait commis envers ce malheureux pays le crime de génocide. Même si le verdict des Nations Unies avait condamné la Chine, le sort du peuple tibétain ne s'en serait pas trouvé sensiblement amélioré. Mais cela ne devrait pas servir de prétexte à la conscience de l'humanité représentée par cette grande organisation internationale. L'appui moral ne doit pas nécessairement influencer sur la situation

de façon concrète. L'important est qu'il doit exister."

160. S'inspirant de ces idées, la délégation du Salvador n'a pas hésité à présenter, avec les délégations de la Fédération de Malaisie, de l'Irlande et de la Thaïlande, le projet de résolution A/L.376. S'il est adopté, comme nous le souhaitons, l'Assemblée exprimera notamment qu'elle est "gravement préoccupée de la suite des événements au Tibet, notamment de la violation des droits fondamentaux de l'homme du peuple tibétain et des mesures prises pour détruire le particularisme culturel et religieux qui l'a traditionnellement caractérisé" et qu'elle note "avec une profonde anxiété les vives souffrances que ces événements ont infligées au peuple tibétain, ainsi qu'en témoigne l'exode massif de réfugiés tibétains vers les pays voisins". L'Assemblée réaffirmera par conséquent "sa conviction que le respect des principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme est essentiel à l'instauration d'un ordre mondial pacifique fondé sur le règne du droit". Elle réitérera "solennellement sa demande tendant à ce qu'il soit mis fin à des pratiques qui privent le peuple tibétain de ses droits fondamentaux et de ses libertés fondamentales, et notamment de son droit d'autodétermination". Enfin, elle exprimera "l'espoir que les Etats Membres feront tout ce qui est en leur pouvoir, selon qu'il conviendra, en vue d'atteindre les buts de la présente résolution".

161. Ce nouvel appel risque de rester vain, tout comme celui de 1959, mais peu importe. Comme le disait avec juste raison le journal de Delhi, l'appui moral ne doit pas nécessairement influencer sur la situation de façon concrète, l'important est qu'il soit. C'est cet appui moral des Nations Unies au peuple tibétain héroïque et malheureux et à son chef spirituel et temporel, le Dalai-Lama, que nous réclamons instamment, certains que nous sommes d'interpréter ainsi les sentiments et les pensées des hommes et des femmes de bonne volonté.

162. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: L'Assemblée générale tourne maintenant son attention vers les souffrances du peuple tibétain et c'est dans l'esprit de la Charte des Nations Unies que nous devons considérer ces tragiques événements. Aux termes de la Charte, nous nous sommes engagés à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Nous nous sommes tous engagés également à favoriser l'évolution de tous les peuples vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance et vers l'exercice plein et entier des droits de l'homme.

163. Au cours des 16 années d'existence de l'Organisation, il n'est pas de domaine où la Charte ait été plus complètement appliquée, car nous avons assisté à l'évolution politique la plus radicale et la plus prometteuse des temps modernes: en effet la lumière de la liberté et de l'indépendance a pour la première fois baigné d'immenses territoires d'Asie et d'Afrique. Ce grand changement a eu des conséquences déterminantes pour l'Organisation elle-même. Un bon tiers des Etats Membres ont conquis leur indépendance et ont été admis à l'Organisation depuis que la Charte a été rédigée en 1945.

164. Il reste encore beaucoup à faire et bien des problèmes à résoudre pour que la transformation soit complète en Asie et en Afrique. L'Assemblée générale, dans sa très grande majorité, a reconnu l'ur-

gence de ces tâches et la délégation des Etats-Unis a toujours été heureuse et fière de s'associer aux sentiments de la majorité qui tient à favoriser cette progression vers la liberté. Mais il est tragique de constater que dans de vastes régions du monde le flambeau de la liberté a été pratiquement éteint par un impitoyable mouvement totalitaire. C'est notamment le cas en Chine continentale dont les dirigeants actuels, nos récents débats l'ont bien montré, n'ont certainement pas, par leur mépris brutal des droits de l'homme, rapproché l'éventualité de l'admission de ce pays à l'Organisation.

165. Nous devons notamment examiner les tentatives belliqueuses que font ces mêmes dirigeants communistes chinois pour asservir le peuple traditionnellement autonome du Tibet et le priver de son droit de vivre et de prier comme il l'entend. Gardiens de la Charte, nous ne pouvons pas faire moins. Il est vain de dire que le Tibet est un pays lointain, relativement inaccessible. Ce mois-ci encore, l'Assemblée a reconnu que la Charte s'applique même aux régions infinies de l'espace extra-atmosphérique. Elle s'applique donc sans aucun doute à toutes les régions du globe, à tout endroit habité. Si le Tibet est accessible aux envahisseurs de la Chine communiste, il doit être accessible à l'esprit et à la conscience des Nations Unies.

166. Notre intérêt pour le Tibet puise sa justification dans l'Article 55 de la Charte, qui définit les objectifs des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et qui stipule notamment:

"En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront:

"...

"c) Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue et de religion."

167. D'autre part, l'Article 10, qui énonce les fonctions et les pouvoirs de l'Assemblée générale, dispose que

"L'Assemblée générale peut discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans la présente Charte, et, sous réserve des dispositions de l'Article 12, formuler sur ces questions ou affaires des recommandations aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de sécurité, ou aux Membres de l'Organisation et au Conseil de sécurité."

168. De toute évidence, les questions qui rentrent dans le cadre de l'Article 55, c'est-à-dire celles qui concernent les droits de l'homme, rentrent aussi dans le cadre de la Charte, et il est donc normal qu'elles fassent l'objet des discussions et des recommandations de l'Assemblée; aussi est-il vain de prétendre que la violation des droits de l'homme dont est victime le peuple tibétain n'est pas du ressort de l'Assemblée ou que les dispositions que l'Assemblée pourrait prendre pour défendre ces droits de l'homme constituent une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, au sens du paragraphe 7 de l'Article 2.

169. De nombreux représentants se souviendront que la question de la violation flagrante des droits du peuple tibétain a été soumise à l'Assemblée pour la première fois à la quatorzième session. Après un débat animé, l'Assemblée a adopté une résolution demandant qu'il soit mis fin à ces violations. Les autorités communistes chinoises n'ont montré que mépris pour la résolution des Nations Unies et elles ont encore accru leur campagne d'oppression et de comminatoire du Tibet. La Malaisie et la Thaïlande ont donc demandé à nouveau l'inscription de la question à l'ordre du jour de la quinzième session, mais nous avons eu tant à faire que le temps nous a manqué pour l'examiner.

170. Le moment est venu où il importe que l'Assemblée générale étudie cette tragique situation. D'abord parce que cette situation existe toujours et qu'elle a même plutôt empiré. Ensuite parce que, depuis le débat de 1959, des renseignements nouveaux et importants nous sont parvenus. Enfin, le nombre d'États Membres a beaucoup augmenté depuis que nous avons étudié la question pour la dernière fois et les 21 nouveaux Membres doivent avoir la possibilité de participer à cet examen.

171. Je n'ai pas l'intention de rappeler en détail l'histoire des pressions auxquelles le Tibet a été soumis de la part des communistes chinois, à partir de 1950, peu après l'arrivée au pouvoir du régime communiste de Pékin. En 1955, les Tibétains luttèrent farouchement contre les atteintes des communistes chinois à leur mode de vie traditionnel. En mars 1959, ce combat s'est transformé en guerre ouverte, les Tibétains de Lhassa, la capitale, s'étant soulevés, par désespoir, contre les oppresseurs étrangers. Le monde entier a suivi anxieusement la fuite du Dalai-Lama pourchassé comme une bête fauve par les communistes chinois dans les montagnes du Tibet, avant de se réfugier en lieu sûr en Inde. Là enfin, le Dalai-Lama a pu proclamer à la face du monde les faits que les communistes chinois avaient cherché à dissimuler, à savoir que sous prétexte de démocratiser le Tibet ils avaient tué plus de 65 000 Tibétains, détruit plus de 1 000 monastères, condamné les moines tibétains au travail forcé sur les routes et engagé une campagne systématique visant à éliminer le bouddhisme tibétain et la race tibétaine elle-même.

172. L'exactitude de ces accusations a été pleinement corroborée en juillet 1959, quand la Commission internationale de juristes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, a publié un rapport préliminaire préparé par un éminent juriste indien, M. Purshottam Trikamdas. Ce rapport, intitulé "La question du Tibet et la primauté du droit"<sup>2/</sup>, concluait en disant que les droits de l'homme étaient impitoyablement violés au Tibet. Il y était écrit à la page 19:

"On se trouve là en présence de procédés qui choquent le monde civilisé... Les preuves recueillies établissent l'intention systématique de faire totalement disparaître ce qui constitue la vie nationale, la culture et la religion du Tibet..."

"Nous prétendons, tout en évaluant pleinement la gravité de cette accusation, que les preuves recueillies établissent, tout au moins au premier examen,

l'existence d'un cas de génocide dont est responsable la République populaire de Chine. Cette affaire mérite que les Nations Unies entreprennent une enquête minutieuse."

173. C'est sur la base de ces renseignements, révoltants mais indéniables, qu'en 1959 la Malaisie et l'Irlande ont saisi l'Assemblée de cette question. La résolution 1353 (XIV) adoptée à l'issue de cet examen exprimait l'inquiétude des Nations Unies devant les renseignements qui établissaient que le peuple tibétain était privé par la force de ses droits fondamentaux de l'homme et demandait "que les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés". Cette résolution a été adoptée par 45 voix contre 9 seulement.

174. En août 1960, c'est-à-dire depuis que la question a été examinée pour la dernière fois par l'Assemblée, de nouveaux renseignements dignes de foi ont été connus lorsque la Commission internationale de juristes a publié le rapport complet de son comité juridique d'enquête sur la question du Tibet<sup>3/</sup>. Ce nouveau rapport, qui fait autorité et qui se fonde sur une étude attentive et détaillée des faits, a confirmé les conclusions du rapport préliminaire. Il a montré en outre que les communistes chinois, indifférents à la décision de l'Assemblée générale, continuaient à exterminer le peuple tibétain et qu'ils avaient commis "des actes de génocide... dans l'esprit d'exterminer la population tibétaine en tant que groupe religieux".

175. Il est intéressant de relever la composition du Comité juridique qui a rédigé ce rapport aujourd'hui célèbre. En effet, huit de ses 11 membres venaient de pays d'Asie — Inde, Birmanie, Ceylan, Philippines, Thaïlande et Malaisie —, un était originaire du Ghana, un autre de Norvège et un enfin du Royaume-Uni. Tous sont des juristes de haute réputation.

176. En se fondant sur les entretiens qu'ils ont eus avec des centaines de réfugiés tibétains et sur d'autres sources d'information, notamment la presse et la radio communistes chinoises, le Comité a comparé la situation au Tibet aux normes énoncées dans notre déclaration universelle des droits de l'homme. Pour reprendre ses propres termes, le Comité est arrivé à la conclusion "que les autorités chinoises au Tibet ont commis les violations ci-dessous énumérées de droits qui, dans tous les pays civilisés, sont considérés comme essentiels à la dignité de la personne humaine".

177. Le rapport énumère alors 16 articles distincts de la Déclaration universelle des droits de l'homme et indique dans chaque cas quelles ont été les violations commises. Il y est dit notamment:

"Article 3: Les droits à la vie, à la liberté et à la sécurité individuelles ont été violés dans la mesure où ont été commis des actes de meurtre, de viol et de détention arbitraire.

"Article 5: Un grand nombre de Tibétains ont été soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains et dégradants.

"Article 9: On a relevé de nombreux cas d'arrestation et de détention arbitraires.

<sup>2/</sup> Commission internationale de juristes, *La Question du Tibet et la primauté du droit* (Genève, 1959).

<sup>3/</sup> Ibid., *Le Tibet et la République populaire de Chine, rapport présenté à la Commission internationale de juristes par le Comité juridique d'enquête sur la question du Tibet* (Genève, 1960).

"Article 12: On a relevé de nombreux cas d'immixtion dans la vie privée et familiale: des gens ont été éloignés de leur famille; des enfants ont été endoctrinés de manière à les dresser contre leurs parents; des enfants de tout âge ont été enlevés de force à leurs parents.

"Article 13: La liberté de circulation entre le Tibet et le monde extérieur a été supprimée; des transferts de populations ont été organisés sur une grande échelle.

"Article 16: La liberté du mariage a été méconnue, et on a marié de force des moines et des lamas.

"Article 17: Le droit pour chacun de n'être pas arbitrairement privé de ce qui lui appartient a été violé; des biens ont été confisqués; des propriétés ont été expropriées sans que ces mesures aient été compensées par le paiement d'une indemnité équitable ni qu'elles aient été justifiées par la volonté librement exprimée du peuple tibétain.

"Article 18: La liberté de conscience et la liberté religieuse ont été méconnues; des actes de génocide ont été commis contre des fidèles de la religion bouddhiste; une action systématique a été entreprise pour extirper toute croyance religieuse du pays 4/."

Je le répète, telles sont les conclusions de 11 juristes indépendants, sans préjugés et dont l'intégrité et l'impartialité ne sauraient être mises en doute.

178. Le dernier point, celui qui concerne les tentatives faites pour détruire le bouddhisme, mérite qu'on s'y arrête tout particulièrement. Depuis des siècles, le peuple tibétain a fait du bouddhisme et des monastères bouddhistes la base de son ordre social et moral. Les communistes chinois ont surtout dirigé leurs attaques contre ces institutions religieuses — en ayant recours au meurtre, à la torture et à des humiliations publiques indescriptibles, comme l'atteste le rapport, et cela montre bien qu'ils étaient résolus à frapper au cœur même de la civilisation tibétaine et à l'éliminer complètement.

179. Le rapport des juristes conclut à des actes de génocide commis contre les bouddhistes tibétains en tant que groupe religieux. Il estime que l'enquête a établi quatre groupes de faits:

"a) Les Chinois interdisent la foi et la pratique bouddhistes au Tibet;

"b) Ils ont entrepris systématiquement d'extirper cette croyance du pays;

"c) A cette fin, ils ont mis à mort d'éminentes personnalités religieuses dont la foi et la piété étaient un exemple et un encouragement pour les fidèles;

"d) Ils ont déporté un grand nombre de jeunes Tibétains dans des centres chinois d'éducation matérialiste afin de les soustraire à toute éducation religieuse 5/."

180. Les éminents juristes qui ont rédigé ce rapport connaissaient très bien la version que les communistes chinois donnent de l'histoire tibétaine. Ils s'y réfèrent abondamment et citent notamment de longs passages d'un livre publié en Chine communiste

où toutes les publications répètent comme des perroquets la propagande communiste; et ce livre comprend notamment un chapitre intitulé "Le système obscurantiste, arriéré et cruel du servage au Tibet" 6/. Je me contenterai de remarquer que, si l'on veut connaître un système "obscurantiste, arriéré et cruel", il suffit de lire dans le rapport de la Commission internationale de juristes les témoignages de ceux qui ont vu des centaines de Tibétains de toutes les classes de la société fuir l'emprise cruelle et despotique des envahisseurs communistes chinois.

181. En fait, le rapport reconnaît que l'ordre social qui régnait au Tibet jusqu'à ce que les communistes aient essayé de le détruire était calqué sur le mode de vie tibétain traditionnel. Mais, comme le Comité a pu s'en rendre compte en s'entretenant avec des réfugiés, cet ordre social tout pénétré d'une foi bouddhiste très vive était accepté sans réserve par toutes les couches de la société tibétaine. Voici ce qu'en dit le rapport:

"L'un des buts principaux vers lesquels tendait le régime et qui était accepté par toutes les classes sociales était la conservation de la tradition et des institutions bouddhistes, dont l'ordre monastique était le dépositaire normal. Chaque famille avait le désir de consacrer au moins l'un de ses membres à l'Eglise et ce sentiment de participation directe à la religion était puissant dans toutes les couches de la société 7/."

Quant à la dureté des conditions matérielles au Tibet, voici ce que le Comité disait du niveau de vie du peuple avant l'arrivée des communistes chinois:

"La condition matérielle du peuple pouvait avantageusement être comparée à celle qui existait dans la plupart des autres pays d'Asie et même à celle de certains pays européens, abstraction faite de ce qui ne peut être calculé, ni mesuré, ni évalué en termes d'argent.

"En ce qui concerne les trois besoins essentiels, nourriture, logement et vêtement, les Tibétains ne manquaient de rien, sans connaître le luxe; en se fondant sur ce critère, il ne serait pas juste de dire que leur "niveau de vie" était bas. Il n'y avait pratiquement pas de Tibétains sous-alimentés. Les maisons étaient bien construites. Les vêtements étaient fabriqués en gros drap du pays, ils étaient chauds, solides et agréables à l'œil 8/."

182. Il est donc évident que le tableau que les Communistes donnent du Tibet d'avant les prétendues "réformes" communistes ne correspond pas à la réalité. Et que dire de ce que, d'après eux, les "réformes" communistes auraient apporté au Tibet? Voici le point de vue du Comité de juristes à cet égard:

"Comme on l'a déjà fait remarquer, le tableau qu'ont dressé les Chinois de la servitude et de l'oppression qui régnaient au Tibet avant 1959 a été très exagéré et certains détails sont tout à fait faux. Les corvées féodales ont été abolies et les paysans ont reçu en pleine propriété les terres

6/ Concerning the Question of Tibet, Foreign Language Press (Pékin, 1959), p. 213 à 220.

7/ Commission internationale de juristes, *Le Tibet et la République populaire de Chine, rapport présenté à la Commission internationale de juristes par le Comité juridique d'enquête sur le Tibet* (Genève, 1960), p. 78 et 79.

4/ Ibid., p. 4 et 5.

5/ Ibid., p. 13 et 14.

qu'ils cultivent. Mais ils n'ont pas été autorisés à garder leurs produits et, selon les dépositions des Tibétains, le nouveau régime serait celui de la collectivisation plutôt que de la propriété paysanne. De plus, le travail qu'ils fournissent, en ce qui concerne la qualité aussi bien que la quantité, est passé sous le contrôle de l'Etat, et c'est pour cette raison que certains Tibétains ont quitté leur pays. On a tout lieu de se demander dans quelle mesure, après la réforme sociale, le statut du paysan tibétain ou, selon l'expression des Chinois, du "serf libéré" est un statut d'homme libre. Bien des indices permettent de supposer qu'il est enrégimenté dans une armée de travailleurs semblable à celle de la République populaire de Chine 8/.

Et ailleurs:

"Le Comité a reçu de nombreuses dépositions de ceux qu'on a appelés des serfs. Il en ressort que ce peuple tibétain qu'on prétend avoir souffert sous la tyrannie d'un régime dur et arbitraire n'a cependant manifesté aucun empressement devant les réformes chinoises et leur a même opposé une résistance énergique 9/."

183. Telles sont les conclusions de la Commission internationale de juristes, dont le rapport a été publié en août 1960. C'est une bien vilaine histoire. Mais elle rend un son de vérité et nous avons tous une dette de reconnaissance envers ces éminents juristes venus de différents pays qui ont eu le courage de présenter les choses telles qu'ils les avaient vues. Si l'on est enclin à mettre en doute ces renseignements qu'on se souvienne qu'ils sont tragiquement corroborés par la fuite de plus de 75 000 Tibétains qui ont choisi de gagner le monde extérieur, dont ils ignoraient tout, plutôt que de se soumettre à la prétendue "libération" et aux prétendues "réformes" sous la menace des armes des communistes chinois, sans compter ceux de leurs compatriotes qui sont tombés par milliers en combattant pour la même cause.

184. Le rapport du Comité juridique a été terminé en 1960. Mais nous savons très bien que la situation ne s'est nullement améliorée depuis. Les tibétains qui réussissent encore à se réfugier dans le monde libre nous donnent des nouvelles fraîches de la situation de leur patrie et de leurs compatriotes. Ils disent que la résistance à la conquête communiste se poursuit. Ils parlent de guérillas — seule tactique d'un peuple mal armé mais courageux et décidé en face d'un envahisseur mieux armé et supérieur en nombre. Ils parlent de sanglantes mesures de représailles prises contre les patriotes tibétains capturés par les communistes.

185. Ils indiquent aussi que la campagne d'humiliation publique des chefs religieux et de suppression de la religion se poursuit sans désemparer. En fait, les communistes se sont mis à remplir les sanctuaires qu'ils avaient profanés de leurs propres agents, qui essaient de convaincre les Tibétains que les chefs du parti communiste sont les nouveaux dieux tibétains.

186. Il ressort clairement de ce que racontent les derniers réfugiés que les communistes chinois ont chassé les résistants dans des régions isolées. La plus grande partie du pays est sous le joug com-

muniste. Il s'agit maintenant, selon les communistes, de continuer à consolider la dictature démocratique du peuple. Cela signifie, dans le jargon communiste, qu'ils suppriment toutes les influences tibétaines traditionnelles et qu'ils créent l'Etat policier communiste de type classique.

187. Les fantoches communistes du Tibet sont eux-mêmes mis à l'écart; les communistes chinois ont dissous la commission Panchen Kanop Lija (commission préparatoire pour la constitution d'une région autonome du Tibet), dirigée par Panchen Erdeni, et qui, au nom de la "réforme", n'était qu'un instrument servant les intérêts des Chinois contre le Dalaï-Lama et le Gouvernement tibétain. "Cette commission a rempli sa tâche historique", s'est borné à déclarer le Conseil d'Etat communiste chinois.

188. Mais il est évident que tout ne va pas pour le mieux dans ce nouveau "paradis du peuple". Jusqu'à l'automne 1960, les dirigeants chinois étaient résolus à procéder à la collectivisation rapide et intégrale de l'agriculture tibétaine. La première mesure prise dans ce sens a été la création de prétendues équipes d'entraide mutuelle. Mais la ligne du parti a été modifiée subitement et on a annoncé que les nouvelles mesures destinées à "transformer la révolution démocratique en révolution socialiste" — autrement dit à collectiviser l'agriculture — seraient ajournées de quatre ou cinq ans.

189. Les raisons de cette décision ressortent clairement des déclarations des réfugiés. En dépit de prétendues récoltes exceptionnelles, un système de rationnement très strict a été imposé au Tibet. Les communistes chinois achètent maintenant tout le grain et toute l'huile dont les Tibétains n'ont pas absolument besoin pour vivre.

190. Cela éclaire d'un jour nouveau la propagande sur l'"aide fraternelle" que l'armée communiste chinoise apporte aux Tibétains au moment de la récolte. Les Tibétains n'ont peut-être pas encore atteint un niveau d'organisation socialiste aussi élevé que la Chine communiste, mais ils semblent avoir fait de rapides progrès dans la première étape, c'est-à-dire le régime de privation et de famine imposé par leurs nouveaux maîtres.

191. Il n'est pas surprenant que les Tibétains continuent à fuir par milliers vers l'Inde et le Népal. On estime aujourd'hui que 40 000 d'entre eux sont réfugiés en Inde et 22 000 au Népal.

192. Les communistes chinois prétendent évidemment que les paysans tibétains acceptent avec enthousiasme le nouveau régime. Mais leurs efforts pour prouver cette popularité ne sont que la façade d'hypocrisie si courante dans les régimes totalitaires. En août dernier, ils ont annoncé, par exemple, qu'il y aurait "des élections démocratiques dans certaines régions... pour que l'expérience ainsi acquise permette de faciliter les élections futures dans l'ensemble de la région du Tibet".

193. Mais, comme dans toutes les "élections" qui ont lieu dans les pays communistes, les électeurs n'auront pas le choix; ils ne pourront qu'élire le candidat unique; le résultat est connu d'avance; la tâche de la population est simplement de montrer docilement, par son vote, qu'elle "aime" les dirigeants qu'elle exècre. Voilà le soutien du peuple.

194. Tel est le tableau de l'occupation communiste au Tibet. Les preuves dont nous disposons nous in-

8/ Ibid., p. 116.

9/ Ibid., p. 73 et 74.



diquent avec le maximum de détails ce qui s'est passé, à savoir que les communistes chinois ont envahi le Tibet de force. Ils ont renversé par la violence le gouvernement légitime du Tibet, dirigé par le Dalai-Lama. Ils ont condamné à l'exil le Dalai-Lama, ses principaux ministres et plus de 75 000 Tibétains. Ils ont sauvagement assassiné des milliers de Tibétains inconnus. Ils ont utilisé les méthodes les plus révoltantes pour extirper et détruire la foi bouddhique qui était la base même de la vie nationale tibétaine.

195. Que peut-on faire? Il est évident que l'Assemblée générale ne peut redresser en très peu de temps le tort ainsi causé. Mais nous pouvons, et, en fait, nous devons, fixer des objectifs pour l'avenir. Compte tenu des faits et étant donné les normes fixées par la Charte, la délégation des Etats-Unis est convaincue que ces objectifs doivent notamment comprendre le rétablissement des droits de l'homme du peuple tibétain et du droit national des tibétains à disposer d'eux-mêmes.

196. Le point de vue de ma délégation sur le droit du Tibet à l'autodétermination est bien connu. M. Christian Herter, qui était alors secrétaire d'Etat, le définissait en ces termes le 20 février 1960:

"La position historique des Etats-Unis a toujours consisté à considérer le Tibet comme un pays autonome placé sous la suzeraineté de la Chine, mais le peuple américain a aussi traditionnellement défendu le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Gouvernement des Etats-Unis estime que ce principe doit s'appliquer au peuple tibétain et que c'est lui qui doit en dernier ressort décider de son propre destin politique."

197. Tel est toujours le point de vue des Etats-Unis. Il est d'ailleurs justifié par l'histoire tibétaine. Permettez-moi de mentionner simplement le résumé intéressant et bien documenté que contient à ce sujet le rapport du Comité juridique d'enquête de la Commission internationale de juristes, et notamment le chapitre III, intitulé "Le statut du Tibet". Les points de vue exprimés dans ce rapport au sujet de l'autodétermination ont d'autant plus de valeur que huit des 11 auteurs du rapport viennent de pays qui ont eux-mêmes fait usage de ce droit et qui sont devenus indépendants depuis que l'Organisation des Nations Unies a été créée.

198. Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut admettre l'idée qu'un peuple tenu en servitude dans l'empire colonial communiste perde à tout jamais le droit de disposer de lui-même. La violence des attaques des communistes chinois contre ce principe d'autodétermination du peuple tibétain montre que les communistes n'ont pas la conscience tranquille et qu'ils savent que le régime communiste serait renversé au Tibet si les Tibétains étaient libres de choisir eux-mêmes leur destin.

199. A propos de ces deux principes de la Charte — droits de l'homme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes —, l'Assemblée générale doit se prononcer dans le cas du Tibet, et elle doit adopter le projet de résolution qui lui est présenté par les délégations de la Fédération de Malaisie, de l'Irlande, du Salvador et de la Thaïlande [A/L.376]. Nous savons pertinemment que l'adoption de résolutions par l'Assemblée générale ne fera pas disparaître en peu de temps les terribles souffrances du peuple tibétain. Il a beaucoup souffert tout au long de son histoire, mais son énergie et sa foi religieuse profonde n'ont jamais faibli.

200. Ne nous détournons pas des Tibétains en cette heure d'épreuves, car ils sont nos frères, et sans l'aide de Dieu leur sort pourrait devenir le nôtre.

*M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.*

201. M. HSUEH (Chine) [traduit de l'anglais]: Les violations répétées des droits fondamentaux de l'homme dont les communistes chinois se rendent coupables au Tibet obligent l'Assemblée générale à relever une fois encore ce très grave défi lancé aux principes des Nations Unies, à l'autorité morale et au prestige de l'Organisation.

202. Pour ma délégation, la question qui fait l'objet du présent débat est claire. L'Assemblée peut-elle rester passive alors que sa résolution réaffirmant les principes de la Charte est dédaigneusement méconnue et bafouée? L'Assemblée peut-elle renoncer à son action en faveur d'un peuple pacifique et sans défense parce que les oppresseurs sont impitoyables et brutaux? L'Assemblée peut-elle transiger sur les principes et céder à la force?

203. Ma délégation est heureuse de constater que l'Assemblée n'a cessé de répondre à ces questions par la négative. A l'écrasante majorité de 49 voix contre 13, l'Assemblée a décidé, le 10 octobre 1960 [898ème séance], d'inscrire la question du Tibet à l'ordre du jour de sa quinzième session. Il est regrettable qu'un surcroît de travail nous ait alors empêchés d'examiner la question et de prendre les mesures qui s'imposaient. Le 25 septembre 1961 [1014ème séance], à la majorité non moins écrasante de 48 voix contre 14, l'Assemblée a confirmé que la situation au Tibet continuait à la préoccuper sérieusement. A cet égard, ma délégation est reconnaissante aux délégations de la Fédération de Malaisie et de la Thaïlande qui, en tant qu'Etats Membres situés en Asie orientale et très proches voisins de notre pays, ont pris l'initiative de proposer cette question à notre examen.

204. Je ne veux pas abuser du temps dont l'Assemblée dispose pour examiner si l'Assemblée a compétence en la matière, ce qui a été contesté par certaines délégations. L'adoption, par 45 voix contre 9, le 21 octobre 1959, à la quatorzième session, de la résolution 1353 (XIV) et la décision d'examiner la question de nouveau à la présente session, aussi bien qu'à la session précédente, ont tranché ce point de façon concluante.

205. Comme l'a dit le représentant de la Malaisie, à l'ouverture du présent débat, un petit nombre de délégations ont tenté d'éliminer cette question en prétendant qu'elle faisait partie de la guerre froide. Quelques autres délégations peuvent estimer, en toute bonne foi, qu'il vaudrait mieux ne pas s'occuper de cette question de crainte que les tensions entre Etats n'en soient encore aggravées. Je suis heureux que l'Assemblée ait refusé d'accepter de tels arguments.

206. Je savais bien que l'examen de la question ne plairait pas à l'Union soviétique et à ses satellites. Mais l'Assemblée générale doit-elles s'efforcer de leur plaire et de les amadouer alors qu'ils ont décidé d'aider, moralement et matériellement, leurs camarades chinois à arracher impitoyablement aux habitants du Tibet leur vie, leur liberté et leurs biens? Si le débat actuel permet de dévoiler les crimes odieux commis par les communistes qui massacrent les Tibétains, les obligent à fuir leurs foyers, pillent leurs biens, et les asservissent, l'Assemblée doit-elle être tenue pour responsable de cette prétendue "guerre

froide" ? Si ce débat relève d'un climat de guerre froide, ce n'est certes pas l'Assemblée qui a commencé à créer ce climat.

207. Je n'ignore pas non plus que l'atmosphère ne restera pas calme et paisible pendant ce débat. Peut-on s'attendre à ce que quelqu'un dont la conscience est violemment troublée reste imperturbable ? Peut-on escompter que la tension ne montera pas, indépendamment du débat à l'Assemblée générale, quand des violations gratuites des droits de l'homme et des libertés fondamentales ont lieu constamment au Tibet ? L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité se sont occupés d'autres cas de violation des droits de l'homme dans différentes régions du monde. Nous avons entendu parler d'assassinats, d'emprisonnements sommaires et de travail forcé. Dans certains de ces cas il s'agissait de quelques dizaines de victimes. Sans doute, lorsqu'il y a violation des droits de l'homme, de tels actes et ceux qui les commettent doivent être condamnés. Mais ce qui s'est passé au Tibet est 100 fois plus grave. Là, ce sont des milliers et des milliers de personnes qui ont été massacrées. Les méthodes qui y ont été utilisées pour supprimer les droits de l'homme afin de faire triompher les objectifs communistes sont bien pires, bien plus brutales et beaucoup plus radicales. Sous couvert d'apaiser les tensions internationales, l'Assemblée devrait-elle donc renoncer à examiner et à condamner de tels méfaits parce qu'ils se produisent dans telle région géographique plutôt que dans telle autre, ou parce qu'ils ont été commis par des communistes plutôt que par d'autres ?

208. Nous avons entendu ici un autre argument selon lequel toute discussion sur ce point serait vaine parce que les communistes chinois ne sont pas représentés à l'Organisation des Nations Unies. Ma délégation ne peut prendre cet argument au sérieux. L'explication n'en est que trop claire. Pour des raisons qu'elles sont les premières à connaître, les quelques délégations qui avancent cet argument sont tellement résolues à faire admettre les communistes chinois à l'Organisation qu'elles ne veulent laisser passer aucune occasion, si peu favorable soit-elle, de l'exploiter aux fins qu'elles cherchent à atteindre. Du point de vue de l'Assemblée, ce que les communistes chinois peuvent avoir à dire a déjà été dit de façon claire et nette par les sombres méfaits qu'ils ont commis au Tibet et ailleurs, tant en Chine qu'en Asie orientale.

209. Les crimes perpétrés au Tibet par les communistes chinois ont été consignés de façon très détaillée dans un rapport bien documenté publié en juillet 1960 par la Commission internationale de juristes<sup>10/</sup>, organisation non gouvernementale impartiale et indépendante dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. On n'a pas oublié que peu après la révolte de Lhassa au début de 1959 la Commission avait publié un rapport préliminaire intitulé La question du Tibet et la primauté du droit<sup>11/</sup>, qui avait été cité par un certain nombre de délégations lors du débat à la quatorzième session de l'Assemblée. Le nouveau document que nous avons maintenant fait suite au rapport préliminaire et est le fruit des efforts inlassables du Comité juridique d'enquête que la Commission avait expressément nommé et chargé d'enquêter sur les événements au Tibet.

<sup>10/</sup> Voir note 1.

<sup>11/</sup> Voir note 2.

210. Tout comme elle l'avait fait pour le rapport préliminaire, la Commission a eu l'obligeance de communiquer des exemplaires de ce nouveau rapport au Secrétariat de l'Organisation et aux délégations de tous les Etats Membres. Elle a ainsi rendu grand service à l'Assemblée générale. Je pense que nous avons contracté une dette de reconnaissance envers la Commission, son comité juridique d'enquête et notamment M. Purshottam Trikamdas, "senior advocate" de la Cour suprême indienne et président du Comité, qui par son énergie infatigable et inébranlable a permis à ce rapport de voir le jour.

211. En se fondant sur les multiples preuves qu'il a pu obtenir, sous forme de documents, d'entretiens, de commentaires et de déclarations, le Comité juridique d'enquête est arrivé à deux conclusions essentielles: premièrement, des actes de génocide ont été commis au Tibet dans l'esprit d'exterminer la population tibétaine en tant que groupe religieux et ces actes peuvent être qualifiés de génocide en l'absence même d'une convention internationale spéciale; deuxièmement, les autorités chinoises au Tibet ont commis des violations des droits qui, dans tous les pays civilisés, sont considérés comme essentiels à la dignité de la personne humaine.

212. Je tiens à souligner tout d'abord l'importance particulière que revêtent ces conclusions. Ce que dit le Comité juridique d'enquête, c'est que les actes perpétrés par les Chinois au Tibet sont contraires aux normes de conduite généralement en vigueur dans la communauté des nations civilisées et qu'ils constituent un crime international, indépendamment de l'existence de la Convention relative au génocide ou de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ou même de la Charte des Nations Unies, et que les communistes chinois soient partie ou non à ces documents internationaux.

213. Au cours de sa longue histoire, la Chine a parfois été dirigée par un monarque despotique ou un empereur à tendance dominatrice. Mais aucun dirigeant chinois ne peut être taxé d'avoir fait preuve d'une brutalité aussi inhumaine ni d'avoir mené une répression aussi cruelle que les communistes au Tibet et ailleurs en Chine. Ce que les Chinois ont fait est sans précédent. C'est contraire à la nature du peuple chinois et, en fait, à la nature humaine.

214. A ce propos, je ne puis manquer de rappeler ce que M. Nehru, premier ministre indien, a dit des communistes chinois. Après les avoir accusés d'avoir parlé "le langage de la guerre froide sans se soucier de la vérité ni du sens des convenances", M. Nehru a déclaré le 27 avril 1959 devant le Parlement indien: "Cela est particulièrement attristant de la part d'une grande nation qui a derrière elle des milliers d'années de culture et dont la modération et la courtoisie sont proverbiales." Le fait est que les communistes chinois ne possèdent pas un seul des traits qui caractérisent ou qui honorent la nation chinoise. Ils ne représentent pas le peuple chinois. Ils ne sont pas chinois, ils sont communistes.

215. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut expliquer ou comprendre les événements qui se sont produits au Tibet. L'hostilité contre la religion est la même dans tous les pays communistes. Elle découle de la formule désormais célèbre de Karl Marx selon laquelle dans une société capitaliste la religion est l'opium du peuple.

216. La raison de cette attitude des communistes est évidente. Les enseignements de toutes les religions, qu'il s'agisse du bouddhisme, de l'islam ou du christianisme, s'opposent aux dogmes communistes. La croyance en la fraternité humaine est inconciliable avec la doctrine de la lutte des classes, le détachement des biens de ce monde est inconciliable avec le matérialisme et la non-violence est inconciliable avec la violence. Au plus profond de l'esprit humain, la religion offre donc une terrible résistance à l'expansion du communisme. Les communistes savent que pour atteindre leur objectif ultime, c'est-à-dire pour conquérir le monde, ils doivent éliminer la religion sous toutes ses formes.

217. En Chine, la liberté de religion a toujours existé. Les grandes religions du monde, bouddhisme, islam, christianisme, ont coexisté pendant plus de 1 000 ans. Le peuple du Tibet a toujours pu pratiquer comme il l'entendait le type de bouddhisme qui est le sien. Quand les communistes sont venus occuper le continent chinois, la population chinoise comptait environ 4 millions de chrétiens et 50 millions de musulmans. C'est le bouddhisme qui rassemblait le plus grand nombre de fidèles: leur nombre était estimé à 200 millions.

218. Tout en prônant la "liberté de croyance religieuse", les communistes chinois se sont immédiatement mis en devoir de détruire la religion. En brandissant le slogan "la production avant tout", ils ont interdit les activités et pratiques religieuses, et moines, imans et prêtres ont été contraints d'abandonner leur apostolat. Les chefs religieux qui se sont montrés hostiles à la politique communiste ont été emprisonnés et un certain nombre ont été exécutés. Les missionnaires étrangers, qui, dans bien des cas, avaient consacré leur vie entière à leur apostolat en Chine, ont été jetés en prison ou expulsés. Les édifices du culte et les biens des Eglises ont été séquestrés ou détruits dans toute la Chine continentale.

219. Les beaux discours consacrés à la liberté de religion devaient eux-mêmes être progressivement abandonnés. Par exemple, dans le numéro de mars 1954 de l'Unité des nationalités, organe communiste des minorités nationales des régions périphériques de la Chine où l'islam et le bouddhisme étaient également très influents, les communistes déclaraient que la conception religieuse du monde est réactionnaire, antiscientifique, antisocialiste et anticomuniste. L'article disait encore que, si un communiste veut être un bon militant communiste, il doit être complètement athée, quelle que soit sa nationalité.

220. D'autre part, le chef du service de propagande du parti communiste chinois, au comité provincial de Tsing-hai déclarait, le 23 octobre 1958:

"Les esprits et les dieux n'existent pas. Toutes ces absurdités religieuses ne servent qu'à duper le peuple. Les imans et les lamas réactionnaires professent le bien mais font le mal."

221. Ainsi, l'hostilité des communistes envers la religion ne se limite pas uniquement au Tibet, elle s'étend à l'ensemble de la Chine continentale. Mais au Tibet cette politique communiste prend une signification particulière. Pour reprendre les termes employés par le chef de ma délégation dans son intervention du 21 octobre 1959 devant l'Assemblée générale:

"Le système politique, économique et social du Tibet a placé la religion au centre de toutes choses.

Saper la religion au Tibet, c'est saper en même temps l'autorité du Dalaï-Lama et toute la structure de la société tibétaine." [833ème séance, par. 71.]

222. Pour communiser le Tibet, il faut que les communistes déracinent le bouddhisme. Pour faire du Tibet un point de départ sûr de l'expansion communiste au-delà des frontières, il ne suffit pas de construire des aéroports et des routes stratégiques et de rassembler de nombreuses troupes. Les communistes doivent encore "exterminer la population tibétaine en tant que groupe religieux", pour reprendre les termes mêmes du rapport du Comité juridique d'enquête.

223. Les violations des droits de l'homme dont se rendent coupables les communistes ne sont d'ailleurs pas non plus limitées au Tibet. Arracher aux gens leur vie, leur liberté et leurs biens est un moyen trop bien connu de liquider toute opposition. Ma délégation a déjà eu l'occasion de signaler à l'Assemblée qu'en Chine continentale les communistes chinois ont massacré plus de 20 millions de personnes et en ont jeté 25 millions d'autres dans des camps de travail forcé à cause de leur opposition au communisme. En collectivisant les fermes et en nationalisant tous les moyens de production, les communistes n'ont pratiquement rien laissé à la population qu'elle puisse considérer comme son bien propre. Cette politique de privation de la liberté et des biens a atteint son apogée en 1958, quand le système cruel et inhumain des "communes populaires" a été imposé au peuple chinois dans toute la Chine continentale.

224. Par ces violations des droits de l'homme, au Tibet, les communistes n'ont fait qu'étendre à ce pays ce qu'ils avaient fait ailleurs en Chine. Le but reste le même — liquider toute opposition pour imposer le communisme. La méthode reste la même, c'est la répression, brutale et inhumaine. S'il y a une légère différence dans le cas du Tibet, elle est dans l'insistance avec laquelle les communistes chinois ont prétendu agir "pour libérer les paysans tibétains de l'oppression exercée par une poignée de seigneurs féodaux appartenant à la classe supérieure" et "pour instaurer des réformes sociales depuis longtemps nécessaires". Les délégations des pays communistes ont longuement brodé sur cet aspect de la question devant l'Assemblée. Là aussi, les communistes ont utilisé les mêmes slogans ailleurs en Chine.

225. Les événements du Tibet ont démenti ces slogans. Les termes modérés de l'appel figurant dans la résolution 1353 (XIV), adoptée par l'Assemblée à sa quatorzième session, n'ont rencontré aucun écho. Depuis l'adoption de cette résolution, la suppression des droits de l'homme, les brutalités, les atrocités et les meurtres impitoyables ont continué au même rythme au Tibet.

226. De ce fait, les Tibétains ont fui le pays en plus grand nombre. D'après les statistiques officielles du Gouvernement indien, dans les trois mois qui ont suivi l'adoption de la résolution, 3 000 Tibétains au moins ont franchi la frontière entre le Tibet et l'Inde. D'autres se sont enfuis au Népal, au Sikkim et au Bhoutan. Depuis le mois de mars 1959, date de la révolte de Lhassa, pas moins de 45 000 Tibétains ont à ce jour cherché refuge en Inde, au Népal, au Sikkim et au Bhoutan. Ces réfugiés sont dans leur grande majorité des paysans ou des ouvriers, que les communistes chinois prétendent avoir voulu "libérer de l'oppression exercée par une poignée de seigneurs

féodaux appartenant à la classe supérieure". Le nombre des réfugiés est vraiment alarmant, si l'on considère que le Tibet compte au total 1 200 000 habitants environ. Il n'est pas difficile d'imaginer combien d'autres auraient fui la tyrannie communiste s'ils en avaient eu la possibilité.

227. Il faut encore ajouter à ce chiffre les milliers et les milliers de Tibétains que les communistes ont massacrés au Tibet ou déportés en Chine. Si tous ces Tibétains étaient des seigneurs féodaux, il ne resterait plus en fait qu'une poignée de Tibétains qui ne le seraient pas.

228. On a beaucoup entendu parler, tant par les délégations communistes à l'Assemblée générale que par leurs camarades de Chine continentale, des réformes économiques et sociales introduites par les communistes au Tibet. Quels en sont les résultats? Qu'a-t-on en fait réalisé?

229. D'après les réfugiés tibétains interrogés en Inde, à Darjeeling, en septembre dernier, le Tibet souffre de la famine pour la première fois dans son histoire. Ces réfugiés rappellent qu'avant la prise du pouvoir par les communistes chinois les Tibétains se vantaient souvent d'avoir des réserves alimentaires suffisantes pour ravitailler la population même en cas de mauvaises récoltes pendant trois années consécutives. Mais aujourd'hui la famine y est si grande que les gens se battent pour avoir les os des animaux que les communistes chinois jettent après avoir mangé la viande. Les Tibétains les font bouillir et mangent comme ils peuvent cette sorte de ragoût. Voilà le résultat des réformes économiques communistes au Tibet. Voilà ce que les communistes ont fait pour le peuple tibétain.

230. Le résultat des réformes sociales communistes au Tibet peut être illustré par un simple épisode. L'an dernier, les communistes chinois, dans leur prétendu désir de découvrir les sentiments du peuple à l'égard du régime communiste au Tibet, ont invité les Tibétains à rédiger des notes contenant leurs observations ou leurs critiques. Une note avait été déposée dans une boîte au lieu dit Chapi House. Cherchant à découvrir qui avait rédigé cette note, les communistes en ont dévoilé la teneur à plusieurs groupes d'endoctrinement. La note disait que sous l'ancien régime nul ne savait au juste ce que signifiait le mot "enfer", mais que maintenant tout le monde le savait et que l'ancien régime était le paradis.

231. Tout comme les habitants d'autres régions de la Chine continentale, les Tibétains ne se sont pas contentés de fuir la tyrannie communiste. Deux ans et neuf mois après la révolte de Lhassa, la lutte pour la liberté se poursuit toujours au Tibet. Etant donné l'heure tardive, je ne veux pas accabler l'Assemblée de détails sur des événements quotidiens. Mais je tiens à mentionner quelques faits importants qui se sont produits au Tibet depuis que l'Assemblée a examiné la question à sa quatorzième session.

232. Deux batailles en règle ont eu lieu en juin 1960, entre les combattants de la liberté tibétains et leurs oppresseurs communistes, l'une à Shekar, au Tibet central, et l'autre au lac Manasarowar, au Tibet occidental. La situation est devenue si sérieuse pour les communistes qu'ils ont dû amener des troupes dans les régions frontalières entre le Tibet et le Népal et fermer les routes de pèlerinage des Indiens vers le Tibet. Les Tibétains combattaient évidemment à armes inégales et ils ont subi de lourdes pertes.

D'après un témoin oculaire tibétain, un certain Chawang Pundho, qui a fui au Népal, à Katmandou, le 24 juillet 1960, les communistes ont massacré environ 3 000 Tibétains en un seul point près de Mustang, les 25 et 26 juin.

233. Plus récemment, d'après le Bureau d'information de S. S. le Dalai-Lama, les communistes chinois, dans une tentative brutale de destruction des refuges de Tibétains anticommunistes, ont bombardé avec des avions à réaction les localités d'Amdo, de Doemday, Pemba et Nagchukha et tué un millier de Tibétains.

234. Pendant ce temps, les Tibétains continuent à mener une guerre de guérilla. Ils ont ainsi réussi à contraindre les communistes à renoncer à la construction du chemin de fer de Langchow à Lhassa. D'autre part, les communistes ont eux aussi subi de lourdes pertes. Par mesure de représailles, les communistes ont forcé les Tibétains à donner leur sang pour en tirer du plasma pour les communistes.

235. Ma délégation tient à rendre hommage aux courageux Tibétains qui ont choisi de mourir en luttant contre les communistes, plutôt que de vivre sous le joug communiste. Le peuple du Tibet peut être sûr qu'il n'est pas seul dans son combat pour la liberté. Des millions de personnes, dans d'autres parties de la Chine, mènent un combat analogue. Leur tâche n'est pas aisée, mais leur cause est juste. Ce n'est que lorsque, ayant uni ses forces, elle aura triomphé de ses oppresseurs communistes que la population du Tibet, tout comme celle d'autres régions de la Chine, pourra jouir à nouveau de la paix, de la liberté et de la prospérité.

236. Le peuple chinois sait qu'il ne peut attendre beaucoup d'aide de la part des Nations Unies dans le combat long et pénible qu'il a engagé contre les oppresseurs communistes. Quand bien même l'Assemblée générale discute de la question du Tibet, chacun sait que ce qu'elle peut faire pour le peuple tibétain est limité. Mais l'Assemblée peut-elle demeurer à l'écart et jouer un rôle passif pendant que les courageux Tibétains sacrifient tout ce qu'ils possèdent pour servir la cause des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des autres idéaux élevés énoncés dans la Charte des Nations Unies?

237. Ma délégation apprécie les efforts déployés par les délégations de la Fédération de Malaisie, de l'Irlande, du Salvador et de la Thaïlande, qui ont présenté le projet de résolution dont nous sommes saisis. Ce projet constitue le minimum que l'Assemblée puisse faire dans les circonstances actuelles en faveur du peuple tibétain. Nous savons qu'il serait illusoire d'espérer que, lorsque ce texte aura été adopté, les communistes chinois en tiendront compte plus qu'ils ne l'ont fait de la résolution 1353 (XIV). Mais en adoptant cette résolution l'Assemblée générale prouvera qu'elle continue à se préoccuper du sort du peuple tibétain. Elle montrera surtout qu'elle est prête à jouer son rôle de gardien de la conscience de l'humanité et que, lorsqu'il s'agit de faire respecter les principes des Nations Unies, elle ne cède pas à la force brutale.

238. M. AIKEN (Irlande) [traduit de l'anglais]: Deux années se sont écoulées depuis que l'Assemblée a examiné pour la dernière fois la question du Tibet. A sa quatorzième session, elle avait adopté à une écrasante majorité la résolution 1353 (XIV) qui déplorait les événements qui s'étaient produits au Tibet

et demandait que les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés, conformément aux principes de la Charte et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette résolution avait été adoptée par 45 voix contre 9 avec 26 abstentions.

239. La situation au Tibet ne s'est pas améliorée depuis l'adoption de cette résolution. Bien au contraire, elle s'est aggravée de plus en plus. Tous les renseignements disponibles permettent de conclure que le peuple du Tibet est victime d'une répression cruelle et implacable. Conformément aux méthodes de la pire forme de colonialisme, les Tibétains sont dépouillés de leurs terres au profit des colons chinois. Des milliers de réfugiés gagnent les pays amis voisins. Leur triste sort prouve assez que la République populaire de Chine supprime par la violence et de façon systématique les droits de l'homme fondamentaux du peuple tibétain. Passer sous silence une violation des droits de l'homme d'une telle envergure serait trahir les buts et principes des Nations Unies.

240. Ma délégation était de celles qui ont soulevé la question à la quatorzième session ordinaire de l'Assemblée générale. Si nous l'avons fait, c'est que nous estimons que le respect des principes de la Charte est d'un intérêt vital pour tout Etat Membre de l'Organisation et particulièrement pour les petites nations, pour celles qui ont conquis leur liberté comme pour celles qui attendent encore d'être libérées. L'Assemblée générale a nettement reconnu en maintes occasions que les dispositions de la Charte concernant les droits de l'homme l'emportent sur toutes les objections invoquant la compétence nationale. Nous ne pouvons progresser vers des relations internationales justes, stables et pacifiques que si les principes de la Charte sont réaffirmés sans défaillance partout où ils sont violés. Ce qui se produit au Tibet est une violation flagrante de la Charte. Même si, dans les circonstances actuelles, ce que nous pouvons faire pour y porter remède est négligeable, cela ne doit pas être pardonné ni oublié.

241. Le 14 décembre 1960 l'Assemblée a adopté la Déclaration relative à la liquidation rapide du colonialisme [résolution 1514 (XV)]. Comme nous l'avions d'ailleurs dit lors de l'examen de cette résolution, nous estimons que les termes en sont applicables au Tibet comme à n'importe quel autre territoire. La Déclaration stipule que "la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme... et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales". La Conférence de Belgrade<sup>12/</sup> réunie cette année a fait siens ces principes et a demandé qu'il soit mis fin au colonialisme dans "toutes ses manifestations".

242. Nous devons maintenant défendre ces principes à propos du Tibet. Nous devons le faire dans l'intérêt non seulement du peuple opprimé du Tibet, mais aussi dans l'intérêt de tous les petits peuples du monde entier. On avancera certainement que cette discussion n'a aucune portée pratique tant que la République populaire de Chine n'est pas représentée parmi nous. Ma délégation rejette résolument un tel point de vue. Chaque fois qu'il y a violation flagrante des droits de l'homme, l'Assemblée a le devoir d'intervenir pour

défendre les principes auxquels ont souscrit tous les Etats Membres et que les gouvernements en cause soient ou non Membres de l'Organisation.

243. Il est de fait que la République populaire de Chine agit au Tibet en ne tenant aucun compte des obligations que son gouvernement a contractées de son plein gré. Les signataires de la Déclaration de Bandoung de 1955<sup>13/</sup> — dont la République populaire de Chine faisait partie — se sont formellement engagés à rester fidèles aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies. Les Etats qui ont souscrit à cette déclaration sont en droit de s'inquiéter de la façon dont ces principes sont interprétés par la République populaire de Chine au Tibet.

244. Nous savons fort bien qu'en soulevant à l'Assemblée générale des questions comme celle du Tibet nous nous exposons aux critiques de ceux qui prétendent que leur examen tend à aggraver les tensions de la guerre froide et à créer une atmosphère peu propice au déroulement normal des travaux de l'Assemblée. Si le fait de soulever la question du Tibet doit avoir une telle conséquence, nous le déplorons. Notre but n'est pas de susciter des controverses étrangères à la question qui nous occupe, mais de permettre à l'Assemblée de défendre dans le calme et en toute objectivité les droits de ce petit peuple isolé. Notre but n'est pas purement négatif; nous ne cherchons pas uniquement à faire condamner le Gouvernement de Pékin pour la façon dont il traite la nation tibétaine. Ce que nous voulons, c'est réaffirmer les droits du peuple tibétain, exiger que ces droits soient dûment respectés et faire en sorte que le peuple tibétain recouvre ses libertés traditionnelles. Voilà ce que demande le projet de résolution dont nous sommes saisis. Si ce texte avait pour effet d'amener la République populaire de Chine à reconsidérer son attitude au Tibet, il constituerait un élément d'importance non seulement pour la défense des droits du Tibet, mais aussi pour l'amélioration des relations entre tous les Etats d'Extrême-Orient.

245. La difficulté d'atteindre un tel résultat ne doit pas nous empêcher de faire cet effort et de demander au Gouvernement de Pékin de se conformer aux principes qu'il s'est engagé à respecter à Bandoung. Si le Gouvernement de Pékin ouvrait des négociations avec le Dalai-Lama pour parvenir à un règlement pacifique de la question du Tibet et pour reconnaître le droit du peuple tibétain à fixer lui-même son propre destin, son prestige et son influence n'en seraient certes pas affaiblis. Bien au contraire, une telle décision servirait à dissiper pour une bonne part les doutes que bien des membres de l'Assemblée nourrissent quant aux intentions pacifiques de la République populaire de Chine.

246. Ce qui est en jeu dans le vote dont ce projet de résolution fera l'objet, c'est de savoir dans quelle mesure les Etats Membres sont prêts à assumer leurs responsabilités et à tenir avec vigilance et impartialité les engagements qu'ils ont pris aux termes de la Charte. En ne se prononçant pas nettement dans la cas du Tibet, l'Assemblée affaiblirait beaucoup la force morale de ses interventions dans d'autres occasions. Cet aspect de la question doit être soigneusement pesé, notamment par les petits pays Membres de l'Organisation, car n'importe lequel

<sup>12/</sup> Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade, du 1er au 6 septembre 1961.

<sup>13/</sup> Asian-African Conference, 18-24 April 1955 (the Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India, 1955).



d'entre eux ou l'un de ses amis peut se trouver un jour dans une situation analogue à celle du Tibet aujourd'hui. J'espère sincèrement que l'appel des Tibétains ne restera pas sans réponse. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à cette tribune lors d'un précédent examen de la question, nous nous abuserions si nous pensions que, pour faire régner dans le monde un ordre juste et pacifique, il suffit d'avoir inscrit dans notre charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des principes élevés et admirables. Ce qu'il faut, c'est que ces principes prennent vie, c'est qu'ils deviennent réalité et pour cela il faut que nous fassions peser sur tous ceux qui voudraient les bafouer, où qu'ils soient et quels qu'ils soient, la force morale de l'opinion publique. Plus nous serons nombreux à appuyer le projet de résolution dont nous sommes saisis, mieux nous protégerons les droits de l'homme dans chacun de nos pays et moins ils risqueront d'être violés. En conclusion, je demande solennellement à toutes les délégations de voter en faveur de ce projet de résolution, afin que l'appel que le peuple tibétain nous a adressé ne reste pas sans réponse et que nous puissions mobiliser les forces de l'opinion mondiale contre toutes les manifestations d'agression et instaurer des relations justes et amicales entre les peuples du monde entier.

247. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande pour une motion d'ordre.

248. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) [traduit de l'anglais]: Je crois que certains représentants aimeraient commencer relativement tôt demain matin afin de se

préparer à ce qui risque d'être une longue journée. En conséquence, je désire invoquer l'article 78 du règlement intérieur et demander l'ajournement de la séance.

249. Le PRESIDENT: Si j'ai bien compris, il s'agit d'une motion d'ajournement en vertu de l'article 78 du règlement intérieur; cette motion est soumise à l'application du paragraphe b de l'article 79 et n'est pas sujette à discussion. Je vais donc mettre immédiatement aux voix la demande d'ajournement du représentant de la Nouvelle-Zélande.

*Par 47 voix contre une, avec 14 abstentions, la motion est adoptée.*

250. Le PRESIDENT: Avant de lever la séance je voudrais faire une annonce concernant les travaux de la séance de ce matin. Il était prévu une séance ce matin à 10 h 30. Je propose de l'avancer de 10 h 30 à 10 heures, de façon à ne pas gêner les travaux de la Première Commission.

251. Je commencerai par les trois questions qui nous viennent de la Première Commission et qui ne semblent pas devoir donner lieu à discussion. Il s'agit du point 21 de l'ordre du jour (Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique), du point 19 (Question du désarmement) et du point 80 (Question algérienne). Je mettrai ensuite en quatrième position la continuation de la discussion sur le point 83 (Question du Tibet).

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée le mercredi 20 décembre, à 1 h 40.*